



# Conseil de sécurité

Soixante-septième année

*Provisoire*

**6805<sup>e</sup>** séance

Jeudi 12 juillet 2012, à 15 heures

New York

*Président :* M<sup>me</sup> Holguín Cuéllar/M. Alzate/M<sup>me</sup> Rengifo Vargas . . . . . (Colombie)

*Membres :*

Afrique du Sud . . . . .	M. Ratlou
Allemagne . . . . .	M <sup>me</sup> Osten-Vaa
Azerbaïdjan . . . . .	M. Huseynli
Chine . . . . .	M. Zhang Changwei
États-Unis d'Amérique . . . . .	M <sup>me</sup> Finerty
Fédération de Russie . . . . .	M <sup>me</sup> Evstigneeva
France . . . . .	M. Bertoux
Guatemala . . . . .	M <sup>me</sup> Bolaños Pérez
Inde . . . . .	M. Raguttahalli
Maroc . . . . .	M. Benmoussa
Pakistan . . . . .	M. Ahmad
Portugal . . . . .	M. Courela
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	M <sup>me</sup> Davison
Togo . . . . .	M. M'Beou

## Ordre du jour

### Consolidation de la paix après les conflits

Rapport de la Commission de consolidation de la paix sur les travaux de sa cinquième session (S/2012/70)

Note verbale datée du 2 juillet 2012, adressée au Secrétaire général par la Mission permanente de la Colombie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2012/511)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-506.



*La séance est reprise à 15 h 5.*

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je rappelle à tous les orateurs qu'ils doivent limiter la durée de leur déclaration à quatre minutes au maximum afin de permettre au Conseil de mener ses travaux avec diligence. Les délégations ayant de longues déclarations sont invitées à en distribuer le texte et à en prononcer une version abrégée lorsqu'elles prennent la parole dans la salle.

Je donne maintenant la parole à la représentante du Luxembourg.

**M<sup>me</sup> Lucas** (Luxembourg) : Le Luxembourg souscrit pleinement à la déclaration qui sera faite tout à l'heure par l'Union européenne.

Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé ce débat public sur la consolidation de la paix, qui permet au Conseil de se concentrer sur les enjeux en matière de consolidation de la paix et de stabilisation après un conflit et sur les travaux accomplis par la Commission de consolidation de la paix dans ce contexte. Il permet aussi à toutes les parties intéressées d'approfondir leur compréhension et leur appropriation des travaux de la Commission de consolidation de la paix. Je tiens à saluer à cet égard la participation de M. von Amsberg. La pleine participation de la Banque mondiale tout comme des autres institutions financières internationales et régionales est indispensable à une approche coordonnée et cohérente des efforts de consolidation de la paix et de développement.

S'il est vrai que la consolidation de la paix ne donne en général pas de résultats immédiatement quantifiables, il n'en reste pas moins que les efforts mis en œuvre dans ce cadre sont essentiels en vue d'inscrire la paix et la sécurité dans la durée, et d'ouvrir la voie au développement. Au vu de mon expérience de Présidente de la formation Guinée de la Commission de consolidation de la paix, et au regard des compétences qui sont celles de la Commission, qu'il me soit permis d'apporter quelques commentaires par rapport aux questions soulevées dans l'excellent document de réflexion élaboré par la présidence colombienne pour ce débat (S/2012/511).

L'une des forces de la Commission de consolidation de la paix réside dans sa nature intergouvernementale et dans son potentiel de mobilisation. À elle seule, la formation Guinée rassemble 46 États Membres de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que des acteurs régionaux et internationaux d'importance tels que l'Union africaine, l'Union européenne ou l'Organisation internationale de la Francophonie. La Commission offre ainsi un cadre

de choix pour contribuer à orchestrer les efforts des différents acteurs intervenant dans le pays, et pour éviter les déperditions qui pourraient être occasionnées par une absence d'échange ou une circulation d'information insuffisante entre intervenants d'horizons divers.

La Commission de consolidation de la paix n'est pas et n'a pas vocation à devenir un organe opérationnel. C'est une plate-forme politique devant permettre au pays en question d'attirer le soutien international nécessaire pour mener à bien ses priorités de consolidation de la paix et de l'État. La Commission doit être l'espace où des obstacles profonds à la consolidation de la paix peuvent être abordés et combattus, que ce soient des blocages politiques, des difficultés structurelles socioéconomiques ou des défis régionaux.

Dans le cas de la Guinée, la Commission de consolidation de la paix est le seul acteur international disposant d'un mandat politique pour aborder ces questions, et nous avons, ensemble avec les autorités guinéennes, identifié des priorités d'action en matière de réconciliation nationale, de réforme du secteur de la sécurité et de la défense, et d'emploi des jeunes et des femmes. Ces priorités sont inscrites dans une déclaration d'engagements mutuels.

Il est vrai que des améliorations en termes de fonctionnement de la Commission sont indispensables. Je pense notamment à une plus grande appropriation de la Commission de consolidation de la paix par ses États membres et à une meilleure compréhension et une meilleure appropriation du rôle de la Commission par les acteurs du système des Nations Unies pour éviter toute forme de concurrence entre les représentants du système des Nations Unies sur le terrain et les formations spécifiques par pays. Je reste néanmoins convaincue du rôle essentiel joué par la Commission de consolidation de la paix dans la sensibilisation des acteurs pertinents aux besoins des pays sortant d'un conflit ou d'une crise et la mobilisation des énergies au bénéfice de leur relèvement.

À l'instar du Président du Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix, l'Ambassadeur Momen, je suis tout aussi convaincue que la Commission peut apporter une plus-value aux travaux du Conseil lorsqu'il examine la situation des pays bénéficiant de l'accompagnement d'une formation spécifique, en apportant un éclairage sur les activités en cours en matière de consolidation de la paix, mais également de façon plus générale, pour réaliser de la meilleure façon possible la transition entre maintien et consolidation de la paix. La Commission de consolidation de la paix peut de même

contribuer utilement à la réflexion du Conseil sur des défis régionaux tels que la criminalité transnationale organisée, le trafic de drogues ou le trafic d'êtres humains.

Nous avons souligné à maintes reprises que notre coopération avec les pays inscrits à l'ordre du jour de la Commission de consolidation de la paix se fonde sur les principes de l'appropriation nationale, du partenariat et de la responsabilité mutuelle. Ces principes donnent vie au triple rôle des formations spécifiques pays : l'accompagnement et le plaidoyer politique, l'appui à la cohérence et la coordination et la mobilisation des ressources. Ces principes doivent aussi inspirer notre interaction à nous tous et ce, dans l'intérêt des populations des pays inscrits à l'ordre du jour de la Commission de consolidation de la paix et, d'une manière générale, des pays sortant d'un conflit.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Canada.

**M. Rishchynski** (Canada) (*parle en anglais*) : Je voudrais, avant toute chose, féliciter la présidence colombienne d'avoir pris l'initiative de convoquer cet important débat sur la consolidation de la paix après les conflits.

L'aide internationale souffre encore d'une coordination inadéquate, d'une attention insuffisante et de lacunes persistantes en termes de capacités. En bref, les difficultés qui ont poussé les Nations Unies à créer l'architecture de consolidation de la paix existent encore aujourd'hui.

L'expérience du Canada à titre de Président de la formation Sierra Leone est instructive à cet égard. En Sierra Leone, la Commission de consolidation de la paix a la chance de travailler avec des partenaires très efficaces. Le Gouvernement a formulé une vision nationale claire du développement, qui mentionne des obstacles à la consolidation de la paix aux niveaux de la bonne gouvernance, du chômage des jeunes et du trafic de drogues, questions que la Commission de consolidation de la paix a elle-même adoptées comme priorités. Les partenaires internationaux de la Sierra Leone apportent aussi une assistance engagée et coordonnée. Surtout, le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone et l'équipe de pays des Nations Unies ont mis au point une démarche novatrice conjointe qui utilise le cadre général de la consolidation de la paix comme leitmotiv pour leurs efforts en général.

Dans le cadre de dispositifs fonctionnels de cet ordre, conjugués à un solide leadership politique des Nations Unies sur le terrain, la Commission a servi, au besoin, de source de soutien. Elle s'est alignée directement sur les priorités nationales, elle a avalisé l'approche novatrice adoptée à Freetown et solidement appuyé un engagement politique de la part des Nations Unies.

(*l'orateur poursuit en français*)

Mais, même si ces réalisations sont prometteuses et si la Commission de consolidation de la paix est une institution qui évolue rapidement, il faut avancer plus vite. La Commission de consolidation de la paix connaît plusieurs difficultés corrélées. Premièrement, on lui a confié un mandat ambitieux, mais des pouvoirs limités. Pour que la Commission réussisse, il faudrait qu'un groupe élargi d'États Membres s'en servent afin d'améliorer le soutien international. Deuxièmement, la consolidation de la paix fait intervenir une large gamme d'acteurs. La Commission doit être mieux intégrée aux processus existants, surtout aux travaux du système des Nations Unies, tant à l'administration centrale que sur le terrain. À cet égard, la Commission doit aussi continuer à développer davantage les partenariats avec la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et la Banque africaine de développement. En se fondant sur cette évaluation, le Canada souhaite offrir certaines suggestions.

(*l'orateur reprend en anglais*)

Premièrement, la Commission de consolidation de la paix doit continuer à s'intégrer aux politiques et pratiques émergentes en matière de consolidation de la paix. Sa contribution, son approche stratégique et les modalités de son engagement doivent être adaptées au cas par cas et dépendre de la différence que peut faire la Commission. En ce sens, la Commission de consolidation de la paix doit chercher en priorité à avoir une valeur ajoutée au niveau du processus de consolidation de la paix plutôt que de chercher à combler ses propres besoins bureaucratiques et de visibilité.

Deuxièmement, ce sont les États Membres qui sont, en définitive, responsables de la réussite ou de l'échec de la Commission. Il faudrait envisager un engagement plus résolu à New York, de la part des capitales et sur le terrain. La Commission devrait aussi s'efforcer de trouver des occasions de faire concrètement participer un bien plus large éventail d'acteurs.

Dans l'ensemble, le Canada estime que l'Organisation a progressé avec constance face à des

difficultés persistantes. Elle a aussi le potentiel d'apporter une contribution beaucoup plus grande. La Commission et le Conseil de sécurité doivent s'employer à approfondir leur partenariat. La Commission peut aussi mieux adapter les avis qu'elle donne au Conseil de sécurité concernant l'approche de ce dernier dans un pays donné. En se concentrant davantage sur sa valeur ajoutée, nous pensons que la Commission pourrait être mieux préparée à concrétiser ce potentiel.

*(l'orateur poursuit en français)*

Nous vous remercions encore une fois, Monsieur le Président, de nous avoir donné l'occasion de faire part aux membres du Conseil de nos commentaires et de notre expérience au sujet de la Commission de consolidation de la paix.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Suède.

**M. Tillander** (Suède) (*parle en anglais*) : La Suède s'associe à la déclaration qui sera faite par l'Observateur de l'Union européenne.

Depuis avril dernier, la Suède assume la présidence de la formation Libéria de la Commission de consolidation de la paix. Je siégerai à ce titre à temps plein. Depuis que je suis entré en fonction, je me suis rendu une fois au Libéria et j'y retourne dans le courant de ce mois. L'engagement national de la Suède sera important, solide et à long terme. Nous poursuivrons notre dialogue politique de haut niveau avec le Libéria; notre programme de coopération bilatérale et le travail de l'Ambassade à Monrovia vont s'intensifier; nous œuvrons à la tête des efforts menés au sein de l'Organisation mondiale du commerce pour préparer la voie à un renforcement du commerce libérien; et, dans le cadre du projet pilote de « New Deal » avec le Libéria et les États-Unis, nous concentrerons nos efforts sur la réalisation des objectifs d'édification de l'État.

Mes observations aujourd'hui tiennent donc compte de ces engagements. J'axerai mon intervention sur les questions soulevées dans le Document de réflexion (S/2012/511), en me servant d'exemples pris relativement au Libéria.

Premièrement, comment la Commission de consolidation de la paix peut-elle générer de la valeur ajoutée alors que les acteurs opérationnels sont nombreux et dispersés? Notre objectif commun est de voir le Libéria consolider la paix. Nous serons mieux à même d'y parvenir si le système des Nations Unies travaille de manière coordonnée et si la transition entre le maintien de la paix

des Nations Unies et les efforts de développement sur le long terme se fait naturellement.

À cet égard, le fait que la Commission ne dispose d'aucun mandat opérationnel pourrait en définitive s'avérer l'un de ses principaux atouts. La Commission peut promouvoir la cohérence en débloquent les impasses, en facilitant la coopération et la coordination, et en jouant un rôle de catalyseur en vue de l'optimisation des capacités de l'ensemble de la famille des Nations Unies et de ses efforts collectifs. Dans ce contexte, notons le lien majeur avec la démarche « Unis dans l'action » de l'ONU et le principe de la coordination de l'action de l'ensemble de la communauté internationale. Cela s'inscrit également dans le droit fil de la recommandation faite dans le cadre de l'examen du dispositif de consolidation de la paix, en 2010, en vue d'un renforcement par la Commission de l'interaction entre New York et le terrain et d'une étroite collaboration avec les représentants spéciaux du Secrétaire général.

Des préoccupations ont été exprimées quant à la visibilité restreinte de la Commission, mais une visibilité accrue n'est ni le principal objectif, ni, probablement, une mesure fiable de réussite. Elle pourrait au contraire augmenter le nombre d'acteurs sur le terrain. La réussite se mesure mieux à l'aune des changements concrets effectués sur place, lesquels seraient probablement obtenus de manière optimale par un travail d'équipe.

La deuxième question posée par le document de réflexion est : comment peut-on utiliser les outils de la Commission pour obtenir des résultats tangibles au niveau du pays? À cet égard, l'appui concret apporté par la Commission à l'appropriation nationale sera crucial – c'est d'ailleurs un thème que de nombreux orateurs ont déjà évoqué. Une sélection réfléchie des problèmes sur lesquels la Commission peut faire la différence est une autre facette de cette question.

L'une de ces problématiques a trait à la police, qui joue un rôle essentiel en permettant à la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) d'effectuer son retrait de façon responsable. Comme le Conseil le sait, suite aux récents débats sur la situation au Libéria, le nombre d'agents de police doit être multiplié par deux. Cela doit être fait dans le cadre du renforcement de l'ensemble des mesures permettant de garantir l'état de droit, en poursuivant la réforme du secteur de la sécurité. Si l'engagement international doit se poursuivre, dans l'immédiat, sous la responsabilité générale de la MINUL, il est également essentiel de renforcer la coopération avec les partenaires bilatéraux afin de détacher des formateurs compétents et de montrer la voie à suivre dans les domaines spécialisés.

Suite à mon entretien avec le Président durant la visite que j'ai effectuée en mai au sujet de la nécessité d'une plus grande cohérence dans la formation de la police, j'ai convoqué deux réunions du groupe de direction avec des collègues de l'ONU et des représentants de Monrovia et du Siège. La MINUL a élaboré un document d'analyse, et nous avons dégagé quelques idées préliminaires qui seront utiles au proche atelier sur la transition de la MINUL. Nous nous sommes également mis d'accord sur un document relatif aux enseignements tirés qui sera présenté à cet atelier. Un des principaux objectifs de mon prochain voyage sera de participer à l'atelier et de poursuivre le débat engagé avec le Gouvernement sur cette question.

Le processus de réconciliation nationale est un autre domaine qui illustre le rôle d'appui joué par la Commission de consolidation de la paix. Un des principaux objectifs de ma prochaine mission est de participer à la conférence nationale à laquelle sera approuvée la feuille de route pour l'apaisement et la réconciliation au niveau national. Ma contribution sera principalement de plaider pour un processus sans exclusive.

En tant que Président de la formation Libéria, je continuerai de faire de mon mieux pour mobiliser l'appui politique et les ressources nécessaires pour consolider durablement la paix dans ce pays. Nous travaillons déjà avec le Gouvernement libérien, les partenaires au sein de la formation et le système des Nations Unies. J'entends établir un solide partenariat avec la nouvelle Représentante spéciale du Secrétaire général, M<sup>me</sup> Karin Landgren, et je fonde des espoirs sur notre collaboration avec les institutions financières internationales et les partenaires bilatéraux.

La volonté politique est essentielle. L'appui politique apporté à la Commission de consolidation de la paix consistera en partie à faciliter un engagement politique soutenu pour assurer une gouvernance ouverte, engager une réforme politique, garantir l'égalité des sexes et faire des femmes des vecteurs de changement, et permettre une réconciliation nationale sans exclusive. La déclaration d'engagements réciproques est un bon point de départ pour ce dialogue et constitue également un mécanisme de responsabilisation mutuelle. Elle suppose d'autre part que le Gouvernement libérien s'engage sur les plans politique et budgétaire. Les crédits budgétaires affectés à la sécurité et à la justice, y compris le secteur de la police, doivent être accrus. J'ai l'intention de discuter avec le Gouvernement libérien de la mobilisation des ressources, y compris les lignes budgétaires, lors de ma prochaine visite.

Dans le cadre de tous ces efforts, la Commission de consolidation de la paix tirera parti de l'interaction avec le Conseil de sécurité. C'est pourquoi nous nous félicitons de la tenue du présent débat et sommes favorables à la poursuite de ce dialogue, grâce auquel nos efforts de sensibilisation auront plus d'effet et plus de poids.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Suisse.

**M. Seger** (Suisse) : Monsieur le Président, je vous remercie des efforts que vous avez investis pour porter ce débat important, je dirais même essentiel, devant le Conseil de sécurité.

La Commission de consolidation de la paix, nous l'avons entendu ce matin, se trouve face à des défis considérables, sept ans, pourtant, après sa création. En tant que Président de la formation Burundi, comme le Conseil le sait, je m'aligne entièrement sur la déclaration faite ce matin par le Président de la Commission de consolidation de la paix, l'Ambassadeur Momen. En complément, j'aimerais faire part au Conseil de quelques réflexions personnelles au sujet des relations entre le Conseil de sécurité et la Commission de consolidation de la paix, notamment par rapport à ses formations spécifiques. Rappelons que cet organe, le Conseil de sécurité, conjointement avec l'Assemblée générale, a donné le jour à la Commission de consolidation de la paix en 2005. Aujourd'hui, une question demeure : comment peut-on fortifier la coopération entre le Conseil et la Commission de consolidation de la paix ? Pour répondre à cette question, il est important, me semble-t-il, de clarifier certains points.

Premièrement, et nous l'avons entendu ce matin, le processus de consolidation de la paix est essentiellement mené par les pays inscrits à l'ordre du jour de la Commission. L'appropriation par le gouvernement concerné est un des facteurs clefs du succès. La Commission de consolidation de la paix ne dispose, contrairement au Conseil de sécurité, d'aucun pouvoir de décision. Nous ne pouvons pas adopter de résolutions ni imposer de sanctions à des pays inscrits à son ordre du jour. En tant que Président d'une formation pays, je me compare un peu au copilote du capitaine d'un grand bateau. C'est lui qui tient la barre, mais je le conseille sur la bonne route à suivre et j'essaie de lui faire éviter des impasses. C'est uniquement par les bons conseils et la persuasion que nous travaillons.

Mais même en l'absence de ces dits moyens de pression, je pense que le travail de la Commission de consolidation porte ses fruits. Dans le cas du Burundi, la situation s'est considérablement stabilisée et le pays a fait



de grands progrès, même si des défis importants demeurent. C'est d'ailleurs pour cela que nous devons tous, à mon avis, continuer de soutenir ce pays, notamment en appuyant la mobilisation des ressources. À ce sujet, j'apprécie d'ailleurs beaucoup l'assistance de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement. Je voudrais saisir cette occasion pour rappeler que les 29 et 30 octobre, une conférence des partenaires sera organisée à Genève, et j'invite tous les membres à participer à cette conférence à l'appui du Burundi.

Deuxièmement, la valeur ajoutée de la Commission, par rapport aux activités complémentaires des représentants spéciaux du Secrétaire général, par exemple, réside dans le fait qu'elle parle au nom d'États. Or, en tant que Président d'une formation pays, la force et la conviction de mes paroles dépendent largement du soutien des autres membres de la formation.

Troisièmement, les formations pays peuvent à mon avis alléger et suppléer le travail du Conseil, en accompagnant et en encadrant les États sortant d'un conflit. Nous pourrions ainsi être une sorte de filet de protection pour le Conseil. Si la situation dans les pays accompagnés par la Commission de consolidation de la paix est stable, le Conseil n'a pas besoin de s'en soucier. En revanche, si elle se détériore, la Commission est là pour alerter le Conseil. Mais afin de pouvoir pleinement assumer cette fonction de suppléance, la Commission a besoin du soutien du Conseil de sécurité : tout d'abord d'un soutien politique à l'égard du pays inscrit à son ordre du jour, mais aussi du soutien et de la reconnaissance en tant qu'institution. Une meilleure interaction institutionnalisée entre le Conseil de sécurité et la Commission de consolidation de la paix, à travers ses formations, serait bénéfique aux deux organes. Celle-ci commence par une association plus systématique des présidents des formations au processus d'élaboration des résolutions concernant les pays inscrits à leur ordre du jour. L'association à ce processus, par le biais de certains membres du Conseil, est très appréciée, mais elle demeure uniquement informelle et dépend largement du bon vouloir des pays chargés du dossier spécifique.

En outre, j'invite le Conseil de sécurité à envisager sérieusement d'inviter systématiquement les présidents des formations pays de la Commission à participer aux séances d'information et aux consultations qui traitent de leur pays. J'apprécie par exemple l'occasion de faire rapport au Conseil sur la situation au Burundi. J'ai pourtant l'impression que nous en tirerions encore un plus grand bénéfice si l'exercice était interactif. Une participation aux consultations faciliterait considérablement mon travail en me dotant d'informations de première main et d'analyses cruciales afin

que je puisse mieux exécuter mon mandat. D'autre part, les membres du Conseil pourraient me poser des questions et me demander mon avis en cas de besoin.

Le travail de la Commission de consolidation de la paix s'inscrit dans un triangle, impliquant la coopération avec le Gouvernement des pays concernés ainsi qu'avec l'Organisation des Nations Unies sur le terrain. En matière de consolidation de la paix, les formations pays peuvent soutenir non seulement le travail des gouvernements concernés mais aussi celui des missions des Nations Unies ayant mandat du Conseil de sécurité. Je suis d'avis qu'une collaboration étroite entre les représentants spéciaux ou exécutifs et les présidents des formations est l'une des clefs du succès. Les présidents peuvent jouer un rôle complémentaire au travail des représentants du Secrétaire général et les soulager dans leur tâche, sans toutefois se substituer à leur rôle.

Un dernier point mérite notre attention, dans l'optique d'un renforcement des travaux de la Commission de consolidation de la paix. Étant donné que la collecte d'informations sur les pays inscrits à l'ordre du jour de la Commission reste un défi pour tous les présidents, un remède bienvenu serait de recevoir plus de soutien à cet égard de la part du Bureau d'appui à la consolidation de la paix et du Département des affaires politiques. Je comprends tout à fait que le Bureau d'appui à la consolidation de la paix dispose de ressources humaines très limitées, et j'aimerais d'ailleurs exprimer ma plus grande gratitude pour les efforts considérables qu'il déploie, mais, simplement, la mise à disposition officielle d'analyses politiques par le Secrétariat faciliterait considérablement notre travail, surtout le mien.

Pour conclure, presque sept ans après l'établissement de la Commission de consolidation de la paix, et deux ans après l'examen des travaux de ses organes, nous nous trouvons face à un moment clef.

Si le Conseil de sécurité estime que la Commission de consolidation de la paix est utile, il me semble qu'il serait temps qu'il investisse davantage afin de tirer enfin le maximum du potentiel de cette institution. Je me réjouis dès lors de discuter de ce sujet demain avec tous les membres du Conseil au cours du dialogue interactif.

**La Présidente** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Japon.

**M. Yamazaki** (Japon) (*parle en anglais*) : Je voudrais adresser mes sincères félicitations à la Colombie pour sa présidence du Conseil de sécurité et en saluer

la décision d'examiner l'importante question de la consolidation de la paix après les conflits.

Le Japon est un convaincu de la consolidation de la paix. Nous soulignons depuis longtemps la nécessité d'assurer un appui continu, depuis la paix et la sécurité jusqu'au développement en passant par la reconstruction, et nous avons fait de la consolidation de la paix l'un des axes centraux de notre coopération internationale. Bien qu'il ne fasse aucun doute que l'appropriation nationale doit être au centre de tous les processus de consolidation de la paix, nous considérons que la coopération régionale et l'appui international jouent un rôle essentiel dans la mise en place des conditions propices à la consolidation de la paix. Dans cette optique, le Japon attache une grande importance aux travaux de la Commission de consolidation de la paix. Nous sommes de longue date membre du Comité d'organisation de la Commission, dont nous avons notamment assuré la présidence et dont nous présidons actuellement le Groupe de travail sur les enseignements de l'expérience.

Depuis sa création il y a plus de six ans, la Commission de consolidation de la paix s'est attaquée aux défis complexes de la consolidation de la paix auxquels sont confrontés les pays dans la phase qui suit un conflit. Le rôle de la Commission de consolidation de la paix consiste à faciliter les efforts de paix déployés par les pays sortant d'un conflit et à apporter un appui complémentaire par le biais d'un accompagnement politique, de la coordination des parties prenantes et de la mobilisation des ressources.

Malgré la nature discrète et souvent en retrait de son activité, l'impact concret de l'appui de la Commission de consolidation de la paix s'est ressenti dans les pays inscrits à son ordre du jour, comme l'a souligné son Président, l'Ambassadeur Abulkalam Abdul Momen. Le Japon, en sa qualité de Président depuis 2011 du Groupe de travail sur les enseignements de l'expérience, s'est employé à tirer les enseignements de l'expérience des pays relevant des formations pays, ainsi que de celle des autres pays et régions. Le Groupe de travail a examiné divers thèmes d'importance fondamentale pour les activités de consolidation de la paix, tels que la réforme du secteur de la sécurité, la mobilisation des ressources et l'emploi des jeunes, pour n'en citer que quelques-uns.

Malgré ces efforts, des divergences demeurent s'agissant de l'appréhension de l'action de la Commission de consolidation de la paix, divergences qu'il convient de surmonter. Il est particulièrement important de partager la même appréhension sachant que la Commission puise sa force de la diversité de ses membres, qui lui permet d'en exploiter les capacités politiques, financières et techniques

alors qu'elle s'efforce de traiter de front les questions de paix et de sécurité avec le développement économique.

À sa réunion de décembre dernier, le Groupe de travail sur les enseignements de l'expérience s'est efforcé de répondre au besoin de parvenir à une compréhension commune entre les différents acteurs, en mettant l'accent sur la relation qu'entretient la Commission avec l'un de ses principaux partenaires, le Conseil de sécurité. Les débats tenus à cette occasion ont fait ressortir un certain nombre d'idées concrètes pouvant nous permettre d'œuvrer à l'interaction entre ces deux entités, telles que, entre autres, un recours plus régulier du Conseil aux débats interactifs officiels avec les présidents des formations pays et l'idée d'une éventuelle adaptation du modèle des séances du Conseil avec les pays fournisseurs de contingents à l'interaction entre le Conseil et la Commission.

Le Japon estime que le moment est venu d'examiner collectivement quelques-uns des moyens par lesquels les formations pays et la Commission de consolidation de la paix pourraient contribuer sur le fond aux travaux du Conseil de sécurité. Ma délégation espère vivement que les délibérations d'aujourd'hui apporteront les éléments utiles voulus aux débats sur ce sujet et nous savons, à cet égard, profondément gré à la présidence colombienne de l'occasion qu'elle nous donne ainsi.

Nous reconnaissons également que la Commission de consolidation de la paix a la latitude de remplir pleinement le rôle important qui lui a été confié. La Commission doit être une enceinte dans le cadre de laquelle se trouvent encore renforcées les ressources et l'attention de la communauté internationale au profit des pays inscrits à son ordre du jour. Il y a matière à améliorer les méthodes de travail de la Commission pour permettre à chaque État Membre de prendre plus aisément une part active aux travaux de la Commission. Il nous faut sérieusement œuvrer à de meilleures synergies entre la Commission et le Fonds pour la consolidation de la paix, dont le Japon est un donateur majeur. Il faudra inévitablement s'attaquer à la question de la coordination entre les organisations du système des Nations Unies.

Ceci étant dit, il ne nous faut pas oublier que la Commission de consolidation de la paix est un organe en constante évolution. Il doit réfléchir, apprendre et s'adapter pour atteindre son ultime objectif, celui d'offrir une vie meilleure et pacifique à ceux qui sont sur le terrain. Le Gouvernement japonais forme le vœu que le débat public d'aujourd'hui constituera un pas important dans ce processus en évolution. Le Japon continue d'appuyer pleinement les travaux de la Commission de consolidation

de la paix, dans sa coopération étroite avec le Conseil de sécurité.

**La Présidente** (*parle en espagnol*) : Je donne la parole au représentant du Burundi.

**M. Ndabishuriye** (Burundi) : Figurant à l'ordre du jour de la Commission de consolidation de la paix dès les premières heures de sa création, le Burundi a bénéficié d'un apport substantiel de la Commission dans les domaines prioritaires ci-après : le domaine des questions politiques et institutionnelles, la promotion de la bonne gouvernance, des droits de l'homme et de l'état de droit, la réintégration socioéconomique des groupes vulnérables, la mobilisation et la coordination des aides internationales ainsi que l'intégration régionale.

Dans le domaine politique et institutionnel, plusieurs instruments juridiques ont été mis sur pied pour assainir le climat politique et faciliter le fonctionnement des institutions. Il s'agit, entre autres, de la loi portant organisation et fonctionnement des partis politiques, du Code de l'administration communale, et de la loi régissant l'opposition politique, qui est en passe d'être adoptée par le Parlement. Nous notons également la mise en place d'un forum de dialogue permanent entre les partenaires politiques.

Dans le domaine de la bonne gouvernance, de l'état de droit et des droits de l'homme, la Commission de consolidation de la paix a apporté son concours à la mise en place de certains mécanismes clefs, comme la Commission nationale indépendante des droits de l'homme, conforme aux Principes de Paris, l'institution de l'Ombudsman ainsi que la Commission nationale électorale indépendante. La question du genre a bénéficié d'une grande attention dans la mise en place des institutions à tous les échelons, à tel point qu'on compte aujourd'hui 50 % de femmes au Parlement et 43 % au Gouvernement.

Par ailleurs, le Code pénal a été révisé en vue d'une bonne prise en compte des violations des droits humains et de la protection des groupes vulnérables. Entre autres résultats de cette révision, il sied de noter le désengorgement des prisons suite à la grâce présidentielle intervenue le mois passé, au bénéfice de certaines condamnations. En dépit de leur pertinence dans le cadre de la réconciliation nationale, certains instruments du mécanisme de justice conditionnelle, comme la commission de vérité et de réconciliation, ont tardé à être mis en place faute de moyens.

Dans le cadre de la réintégration socioéconomique des populations touchées par le conflit, la Commission

de consolidation de la paix s'est impliquée très remarquablement dans la conception et le financement du programme pour la mise en œuvre de la stratégie nationale de réintégration socioéconomique des populations touchées par le conflit. En effet, sur des prévisions budgétaires de plus de 24 millions de dollars destinés au financement de ce programme, la Commission a contribué à hauteur de 9,2 milliards de dollars. Dicté par le souci de stabiliser le pays au sortir de plus d'une décennie de conflit armé, ce programme est essentiellement destiné aux ex-combattants démobilisés, aux personnes déplacées, aux rapatriés, aux orphelins et handicapés de guerre, ainsi qu'à toutes les populations touchées par le conflit. Pour trancher les litiges fonciers et autres résultant des périodes sombres de l'histoire du Burundi, une Commission Terres et autres biens a été mise sur pied et a déjà réglé bon nombre de litiges.

Dans le cadre de l'intégration régionale, lors de ses descentes régulières sur le terrain, deux fois par an, le Président de la formation Burundi a, de temps à autre, fait un crochet par Arusha, où siège la Communauté d'Afrique de l'Est, où il a eu des échanges constructifs, avec ses pairs du Burundi, dans cet ensemble sous-régional, en termes d'accompagnement de ce pays en situation d'après conflit. Je saisis d'ailleurs cette occasion pour rendre hommage à l'Ambassadeur Paul Seger, Président de la formation Burundi, pour le dévouement qu'il a manifesté sans cesse à la cause du Burundi. Nous sommes témoins de l'engagement décisif qu'il démontre présentement pour sensibiliser l'opinion internationale et l'amener à participer à la prochaine conférence des donateurs visant à soutenir les efforts du Gouvernement burundais dans sa lutte contre la pauvreté. Il vient de le démontrer ici séance tenante.

Pour terminer, ma délégation voudrait demander au Conseil de continuer à soutenir la Commission de consolidation de la paix et d'impulser une interaction plus active entre le Conseil de sécurité et la Commission. Ainsi, par exemple, il serait mutuellement plus instructif que les présidents de configuration et les pays inscrits à l'ordre du jour soient systématiquement invités dans les réunions du Conseil chaque fois qu'un point de l'ordre du jour les concerne.

**La Présidente** (*parle en espagnol*) : Je donne la parole au représentant du Libéria.

**M. Dennis** (Libéria) (*parle en anglais*) : En premier lieu, qu'il me soit permis de remercier chaleureusement le Conseil de sécurité et en particulier la présidence du Conseil pour le présent mois, la Colombie, d'avoir organisé cet important débat sur la consolidation de la paix après



les conflits. Je remercie également le Secrétaire général ainsi que M. Abulkalam Abdul Momen, Président de la Commission de consolidation de la paix, pour leurs interventions respectives. De même, je tiens à souhaiter la bienvenue à M<sup>me</sup> María Ángela Holguín Cuéllar, Ministre des affaires étrangères de la Colombie. Sa présence ici pour diriger ce débat témoigne à l'évidence de l'importance qu'attache la Colombie à la consolidation de la paix après les conflits.

Le cinquième rapport de la Commission de consolidation de la paix (S/2012/70) reflète un processus en constante évolution étant donné qu'il s'appuie et consolide les activités entreprises au cours des années précédentes. Je félicite l'ambassadeur Gasana, sous la direction duquel le rapport a été préparé, et je le remercie de sa déclaration. Nous prenons note de la feuille de route de 2012 et exprimons notre gratitude à la Commission de consolidation de la paix pour son engagement au soutien de la paix.

Les interventions militaires sous la forme de missions de maintien de la paix ont un réel effet de stabilisation. Cependant, cela ne signifie pas nécessairement que la paix sous tous ses aspects devienne systématiquement une réalité lorsque les soldats du maintien de la paix sont déployés pour maîtriser une situation de conflit. Même si ces interventions peuvent mettre fin à la violence et instaurer un climat stable pour restaurer l'ordre public, la paix ne devient réelle que lorsque les structures de base, les institutions et les capacités sont rétablies.

La consolidation de la paix après les conflits est une tâche exigeante. Elle requiert d'immenses efforts humains et d'énormes ressources financières étant donné, comme nous le savons tous, que les conséquences des conflits sont désastreuses, notamment la destruction des structures économiques et sociales, l'absence de sûreté et de sécurité, de justice et d'état de droit, des ressources financières en déficit et une capacité institutionnelle réduite. Surmonter ces problèmes immenses nécessite une compréhension approfondie de la situation de conflit. La consolidation de la paix après les conflits doit avoir pour objectif de remédier aux causes sous-jacentes du conflit et de mettre sur pied les stratégies nécessaires pour assurer une paix stable et durable. Ces stratégies doivent viser avant tout à stimuler la volonté politique, à établir un processus inclusif d'identification, à ériger en priorités les impératifs de consolidation de la paix et à assurer une prise en charge et une direction nationales des efforts à entreprendre à cet égard.

Au-delà des compétences nécessaires pour mettre sur pied les projets de consolidation de la paix, notamment la collaboration avec les partenaires nationaux, les institutions internationales, les États Membres et les groupes régionaux, le financement des initiatives de consolidation de la paix est un énorme défi à relever et, pour y parvenir, la communauté internationale a un rôle central à jouer.

La Commission de consolidation de la paix a été créée il y a seulement quelques années et, déjà, des enseignements importants peuvent être tirés de ses activités. À travers la configuration des pays et l'aide du Bureau d'appui à la consolidation de la paix, la Commission explore de nouvelles possibilités d'interaction, en synergie avec les autorités nationales et les parties prenantes pertinentes, qui peuvent servir de guides pour ses futures interventions. Sans aucun doute, l'interaction de la Commission de consolidation de la paix avec les pays figurant à son ordre du jour a été bénéfique. Dans le cas du Libéria, l'interaction de la Commission de consolidation de la paix a été très constructif. Dans les domaines ciblés relatifs à l'état de droit, à la réforme du secteur de la sécurité et de la réconciliation nationale, des progrès significatifs ont été réalisés. En matière de primauté du droit, une réforme judiciaire est en cours et une commission chargée de la réforme foncière a été créée. Les tribunaux sont remis sur pied, des magistrats sont formés et le nombre des détentions provisoires est en diminution. Au titre de la réforme du secteur de la sécurité, des progrès ont été effectués en vue d'établir une présence sécurisante crédible dans tout le pays. Une loi portant sur la réforme de la sécurité nationale et le renseignement, en vue de rationaliser le secteur de la sécurité, a été adoptée. Des centres de justice et de sécurité ont été construits afin de décentraliser la sécurité et d'assurer un accès à la justice. Le premier de ces centres est prêt à fonctionner et l'on prévoit la construction d'un second centre. Une réforme de la police est en cours et des progrès significatifs ont été enregistrés dans ce domaine.

Nous avons plus récemment concentré nos efforts sur la réconciliation nationale, et une procédure de validation de la feuille de route stratégique pour la réconciliation a été mise en place. Cette feuille de route associe la réconciliation nationale avec la concrétisation d'une vision nationale du pays. Une place particulière a été accordée à l'identité nationale et à la réconciliation nationale en tant que priorités majeures pour la cohésion nationale. Nous sommes conscients du rôle capital joué à cet égard par le Fonds pour la consolidation de la paix et le Bureau d'appui à la consolidation de la paix.

Pour terminer, il faut saluer l'Organisation des Nations Unies pour avoir accordé à la consolidation après les conflits l'importance et l'urgence qu'elle mérite, notamment au cours de la décennie écoulée. Cette approche a permis de prendre conscience du fait que, même si la consolidation de la paix, en particulier lors d'un conflit violent, permet d'éviter un autre carnage, le maintien de la paix est essentiel pour préserver la stabilité des pays fragiles qui sortent d'un conflit et éviter qu'ils ne tombent à nouveau dans un autre conflit. L'appui à la Commission de consolidation de la paix est par conséquent déterminant. À notre avis, cet appui doit se traduire en premier lieu par une interaction plus efficace entre la Commission et le Conseil, car cela permettra de mieux informer le Conseil et lui permettre de tirer parti de l'expertise et des conseils de la Commission.

**La Présidente** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Sierra Leone.

**M. Kamara** (Sierra Leone) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier la présidence colombienne d'avoir convoqué la réunion d'aujourd'hui. Je souhaite également remercier le Secrétaire général de sa déclaration très éclairante.

La Sierra Leone accueille chaleureusement le rapport établi par la Commission de consolidation de la paix à sa cinquième session (S/2012/70) qui, entre autres, rend compte avec précision du travail accompli par la Commission de consolidation de la paix en Sierra Leone. Nous nous félicitons de l'appui continu des formations pays de la Commission aux pays inscrits à son ordre du jour, lesquelles ont contribué à une sensibilisation et un appui politiques, renforcé la cohérence entre les acteurs clefs et intensifié les efforts pour mobiliser des ressources.

Les activités engagées par la Commission pour renforcer son impact et apporter une valeur ajoutée, tant sur le terrain que comme plate-forme politique pour l'élaboration de normes des Nations Unies en matière de consolidation de la paix et plus encore, sont dignes d'éloges.

Dans ce contexte, nous encourageons la Commission à poursuivre son interaction avec les institutions financières internationales, les organisations régionales et les acteurs opérationnels du système des Nations Unies afin de renforcer les partenariats et de coordonner les activités, l'objectif étant d'améliorer la complémentarité et la cohérence entre les acteurs dans les pays inscrits à son ordre du jour. Cette démarche est importante, car la Commission dispose de la capacité de

renforcer les efforts dans le domaine de la sensibilisation politique, de la mobilisation des ressources et de la lutte contre le crime organisé et le trafic de stupéfiants.

L'adoption de déclarations d'engagements mutuels au Libéria et en Guinée en tant que nouveaux instruments d'engagement souligne les avantages d'un seul document principal de planification fixant des éléments clairement définis en matière de consolidation de la paix. Il s'agit également d'un pas en avant vers l'adaptation aux besoins changeants des pays à l'ordre du jour de la Commission. Dans ce sens, la Commission doit prendre en compte les phases de transition dans la consolidation de la paix et adopter progressivement, à chacune des phases, des formes appropriées d'engagement.

Nous invitons instamment la Commission à poursuivre ses contributions aux travaux du Groupe consultatif de haut niveau, en améliorant notamment la contribution de l'ONU au renforcement des capacités nationales pour la consolidation de la paix. Le principe fondamental d'appropriation nationale et l'importance d'appuyer les processus engagés au niveau national, y compris la mise en valeur des capacités civiles et le renforcement des institutions, permettront assurément d'élargir et d'approfondir le vivier d'experts civils en matière de consolidation de la paix immédiatement après les conflits. À cet égard, la Commission devrait faire des recommandations sur la mise en œuvre de l'examen des capacités civiles par le Secrétaire général et en évaluer les retombées concrètes sur le renforcement des capacités nationales dans des domaines prioritaires de consolidation de la paix.

Il est clair que les pays qui sortent d'un conflit ont besoin d'une institution telle que la Commission, qui servirait de plate-forme, leur fournirait des conseils, améliorerait leur visibilité au niveau national, renforcerait la confiance et le dialogue entre les divers acteurs nationaux et permettrait de mobiliser des ressources financières pour la mise en œuvre de priorités immédiates et à long terme en matière de consolidation de la paix, y compris l'appui aux institutions de démocratie et de gouvernance.

Cependant, s'agissant de la mobilisation des ressources, les résultats de la Commission restent mitigés. À cet égard, la Commission devrait se pencher sur les objectifs appropriés qu'elle doit se fixer en matière de mobilisation des ressources, en s'interrogeant notamment sur sa capacité à apporter sa contribution dans d'autres domaines, tels que la gestion de l'aide, la coordination de l'aide, l'assistance technique et la communication avec les secteurs privés et philanthropiques. À ce propos, tous les

membres de la Commission de consolidation de la paix devraient coopérer avec elle pour identifier des moyens plus clairs leur permettant de contribuer de façon concrète à la consolidation de la paix dans les pays à l'ordre du jour.

Le rôle du Bureau d'appui à la consolidation de la paix reste déterminant pour le fonctionnement efficace de la Commission en lui fournissant une aide pour la mise au point d'instruments d'évaluation des progrès réalisés vis-à-vis des engagements pris, afin de lui permettre de surmonter les obstacles et d'identifier les possibilités de mobilisation des ressources.

La Sierra Leone a été inscrite à l'ordre du jour de la Commission le 23 juin 2006, après qu'elle en a été saisie par le Conseil de sécurité. Jusqu'à présent, la Commission a œuvré avec le Gouvernement et des partenaires locaux et internationaux afin de faire avancer les priorités en matière de consolidation de la paix dans notre pays. Depuis lors, notre engagement avec la Commission a été fructueux, et comme le souligne le rapport de la Commission, celle-ci, œuvrant par le biais de la formation Sierra Leone, a fait des progrès considérables dans ses efforts de consolidation de la paix, notamment en faisant concorder les éléments de consolidation de la paix du Programme pour le changement avec la Vision commune de l'équipe de pays des Nations Unies et les efforts en matière de mobilisation des ressources.

Le Programme pour le changement a permis la mise en place de liens de partenariat forts entre la Sierra Leone, l'ONU et la communauté des donateurs. Sa mise en œuvre a eu jusqu'ici un impact positif sur la consolidation de la paix et permis d'ouvrir la voie à un développement durable et à la consolidation de la paix. En outre, grâce à la formation spécifique du pays et au Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone, la Commission a fourni une plate-forme pour un dialogue amélioré entre les partis politiques et l'ensemble des acteurs nationaux, avec pour engagement clair d'assurer une paix et une stabilité durables. L'approche de la Sierra Leone est considérée aujourd'hui comme le meilleur exemple en matière de coordination des donateurs.

Dans le cadre de sa participation à la Commission, le Fonds pour la consolidation de la paix a débloqué 35 millions de dollars en 2007 pour appuyer des initiatives bien définies en matière de consolidation de la paix, comme des indemnités pour les victimes de la guerre, la création de la Commission des droits de l'homme, la fourniture d'un appui d'urgence au secteur de l'énergie, le développement de l'entrepreneuriat des jeunes, la bonne gouvernance et l'état de droit, la création de services publics. Ce financement a

été suivi d'une seconde enveloppe de 7 millions de dollars, notamment destinée à stimuler le dialogue politique et la participation de la société civile au processus politique en vue des élections de 2012. Ces programmes d'appui ont surtout contribué à apporter des dividendes de paix tangibles et leur impact sur la consolidation de la paix est considérable. Nous exhortons donc les États Membres qui peuvent contribuer au Fonds pour la consolidation de la paix à investir dans l'instauration d'une paix et d'une stabilité durables.

De toute évidence, le rôle de la Commission de consolidation de la paix, avec l'appui du Bureau d'appui à la consolidation de la paix et du Fonds pour la consolidation de la paix, demeure crucial pour empêcher les pays de retomber dans le conflit. Il est néanmoins nécessaire d'intensifier la synergie entre le Fonds pour la consolidation de la paix, le Bureau d'appui à la consolidation de la paix et la Commission de consolidation de la paix.

Le « New Deal », récemment convenu à Busan, ainsi que la publication du *Rapport sur le développement dans le monde 2011* et les travaux en cours sur la consolidation de la paix à l'ONU, donnent la possibilité aux pays en transition, ou qui sortent d'un conflit, de mieux faire entendre leurs voix, leurs vues et leurs besoins à l'ONU. La Commission de consolidation de la paix devrait servir de cadre mondial à ces débats tandis que les formations pays devraient apporter un appui politique aux fins de la mise en œuvre sur le terrain.

Le Président de la formation Sierra Leone, l'Ambassadeur Guillermo Rishchynski, s'est rendu en Sierra Leone en janvier. Son rapport et son exposé au nom de la formation ont mis en lumière les progrès accomplis pour s'attaquer aux priorités les plus urgentes en matière de consolidation de la paix et la nécessité de fournir un appui durable, notamment dans le domaine du chômage et de l'autonomisation des jeunes, du renforcement des capacités de police, ainsi que la nécessité d'une forte croissance du secteur privé qui pourrait se traduire par des dividendes de paix plus concrets et une consolidation de la paix durable. Nous pensons que l'équipe du Conseil de sécurité qui s'est rendue en Sierra Leone en mai souscrit à des vues semblables quant aux progrès réalisés et à la nécessité de fournir un appui pour relever les défis actuels.

Je voudrais, à ce stade, exprimer la gratitude de la Sierra Leone au Président et aux membres de la formation Sierra Leone, ainsi qu'aux autres partenaires internationaux, pour leur détermination inébranlable à réaliser les objectifs de la Sierra Leone en matière

de consolidation de la paix, ainsi que nos objectifs de transformation du développement.

Pour terminer, en tant que l'un des premiers pays inscrits à l'ordre du jour de la Commission, la Sierra Leone a tracé la voie à suivre pour que d'autres puissent éventuellement en tirer des enseignements. Cela a impliqué d'adapter les approches initiales pour utiliser plus efficacement les ressources du Fonds pour la consolidation de la paix, alléger le fardeau bureaucratique pesant sur le Gouvernement et mieux aligner les efforts de l'ONU sur les priorités nationales. Cela a également entraîné un changement de perspective, passant d'un engagement lourd sur le terrain privilégiant l'aspect opérationnel à un rôle plus politique axé sur la manière dont la Commission peut servir de cadre international pour des activités de plaidoyer et une action sur tous les aspects de la consolidation de la paix.

Enfin, renforcer la consolidation de la paix aidera les pays à éviter de retomber dans le conflit et à préserver la paix au-delà de la durée des missions de maintien de la paix. Cela permettra également de s'assurer que les investissements énormes consentis par les États Membres dans le maintien de la paix produisent les résultats escomptés. Au cours de sa courte existence, le dispositif de consolidation de la paix a prouvé sa valeur, comme l'avaient envisagé les dirigeants au Sommet mondial de 2005, dont l'objectif était d'aider les pays sortant d'un conflit à effectuer une transition irréversible de la guerre à une paix durable.

**La Présidente** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Chili.

**M. Errázuriz** (Chili) (*parle en espagnol*) : Ma délégation vous félicite, Madame la Présidente, pour l'accession de la Colombie à la présidence du Conseil pendant le mois de juillet, et vous remercie de nous avoir invités à participer à cette séance qui contribuera à renforcer les relations entre le Conseil et la Commission de consolidation de la paix.

Nous remercions également le Secrétaire général et les représentants de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement de leurs interventions. Leur participation témoigne de l'importance des partenariats avec des entités qui agissent sur le terrain et offrent une perspective régionale.

Je remercie également le Représentant permanent du Rwanda, l'Ambassadeur Eugène-Richard Gasana, Président de la Commission de consolidation de la paix en 2011, de nous avoir présenté le rapport complet de la

Commission de consolidation de la paix sur les travaux de sa cinquième session (S/2012/70), ainsi que le Représentant permanent du Bangladesh et Président en exercice de la Commission de consolidation de la paix, l'Ambassadeur Momen, pour les informations précieuses qu'ils nous ont fournies sur les travaux de la Commission en 2011.

Je tiens aussi à saluer le travail accompli par les présidentes et les présidents des formations pays, par la Sous-Secrétaire générale chargée du Bureau d'appui à la consolidation de la paix, M<sup>me</sup> Judy Cheng-Hopkins, et par son Bureau, pour aider la Commission de consolidation de la paix et ses différentes formations.

Ma délégation s'associe à la déclaration qui sera prononcée par le Représentant permanent de Tunisie en sa qualité de Coordonnateur des États membres du Mouvement des pays non alignés pour la Commission de consolidation de la paix.

Ma délégation reconnaît les efforts importants qui ont été déployés pour faire avancer l'application des recommandations formulées dans l'Examen de 2010 (S/2010/393, annexe), notamment les progrès concernant les échanges entre la Commission et les organes principaux de l'ONU, en particulier le Conseil de sécurité.

Ma délégation attache beaucoup d'importance à la participation des présidents des formations respectives et des représentants des pays qui participent actuellement aux débats sur les mandats d'une mission politique ou des opérations de maintien de la paix. Toutefois, mon pays estime qu'il est toujours possible de faire des progrès sur cette voie et de débattre, dans un cadre souple et informel, des questions de consolidation de la paix qui intéressent le Conseil de sécurité. À cet égard, il est peut-être possible d'évaluer cette relation au sein du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les opérations de maintien de la paix. Bien que ce soit deux aspects distincts du processus dans les pays sortant d'un conflit, ce sont aussi deux faces de la même médaille. Le Chili réaffirme la nécessité d'inscrire dans la pratique institutionnelle les recommandations émanant de l'Examen de 2010, qui soulignent la nécessité d'établir une relation plus souple et informelle avec le Conseil.

Dans un autre ordre d'idées, mon pays appelle l'attention sur le travail réalisé au cours de l'année écoulée concernant les relations avec les organisations internationales, régionales et sous-régionales, en particulier le partenariat créé avec la Banque africaine de développement et le resserrement des liens avec la Banque mondiale. Ma délégation estime que ces mesures revêtent



une importance particulière dans le cadre des efforts de sensibilisation de la Commission. Nous voulons par ailleurs appeler l'attention sur la réunion de haut niveau des pays sortant d'un conflit, qui s'est tenue en novembre dernier au Rwanda. Les expériences des pays sortant d'un conflit constituent un apport essentiel pour les travaux de la Commission de consolidation de la paix.

Les femmes et les jeunes sont au cœur de l'action de la Commission et l'ont été depuis sa création. Le Chili fait grand cas de la réunion tenue avec le Conseil d'administration d'ONU-Femmes et appuie ses conclusions, s'agissant notamment d'accélérer la tenue du dialogue au niveau des formations pays avec ONU-Femmes sur les priorités qui permettront une meilleure participation des femmes aux processus de consolidation de la paix dès le départ.

Le rapport de la Commission note avec une inquiétude légitime que la situation financière internationale actuelle a déjà des effets sur les flux d'aide apportée aux pays inscrits à son ordre du jour. Aux fins d'atténuer les effets de la crise, le Chili estime qu'il importe d'envisager des manières de resserrer les liens avec le secteur privé et de renforcer les initiatives conjointes avec ce secteur.

Enfin, nous exhortons la Commission à continuer de travailler à l'élaboration d'une stratégie de communication qui permette de faire connaître les travaux et les objectifs de la Commission à un plus grand nombre d'institutions et de personnes.

De l'avis de mon pays, la Commission de consolidation de la paix est la meilleure plate-forme consultative intergouvernementale pour développer les connaissances et les pratiques de consolidation de la paix.

**La Présidente** (*parle en espagnol*) : Je donne la parole au Chef de la délégation de l'Union européenne.

**M. Mayr-Harting** (Union européenne) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne et de ses États membres.

La Croatie, pays adhérent; l'Ex-République yougoslave de Macédoine, le Monténégro, l'Islande et la Serbie, pays candidats; l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine, pays du Processus de stabilisation et d'association et candidats potentiels; ainsi que l'Ukraine, la République de Moldova, l'Arménie et la Géorgie s'associent à cette déclaration.

Madame la Présidente, je vous remercie d'avoir organisé l'important débat de ce jour portant sur le rapport de la Commission de consolidation de la paix

à sa cinquième session (S/2012/70). Nous sommes reconnaissants au Secrétaire général pour sa déclaration et souhaitons remercier particulièrement les Présidents précédent et en exercice de la Commission de consolidation de la paix, respectivement les ambassadeurs Gasana et Momen, de leurs interventions et de tout ce qu'ils ont fait et font actuellement au profit de la consolidation de la paix. Je remercie également la présidence colombienne d'avoir élaboré la note verbale pour le débat de ce jour (S/2012/511, annexe).

Au moins une fois par an, il est important de faire le point sur les activités menées par la Commission de consolidation. C'est un exercice salutaire pour évaluer les réalisations des mois écoulés, tirer les leçons des lacunes constatées et se pencher plus avant sur les défis immédiats requérant notre attention collective.

En termes de progrès, il convient de souligner que, durant la période à l'examen, la Commission de consolidation de la paix a mené à bien différentes activités de sensibilisation et que la cohérence entre elle et le Fonds pour la consolidation de la paix a été renforcée dans certains cas. Le rapport souligne également plusieurs évolutions positives s'agissant de l'engagement permanent des formations spécifiques nationales qui appuient les six pays inscrits à l'ordre du jour de la Commission de consolidation de la paix. Les formations, dont le rôle est très important, se sont efforcées d'offrir des conseils d'ordre politique destinés à favoriser la cohérence entre les acteurs clefs conformément aux priorités fixées au niveau national en matière de consolidation de la paix.

L'inscription de la Guinée à l'ordre du jour de la Commission, en février de l'année dernière, et les progrès accomplis jusqu'à présent dans ce pays en ce qui concerne la réforme du secteur de la sécurité, la mise en place d'un régime de retraite pour 4 000 militaires avec le Fonds de consolidation de la paix, le déploiement de spécialistes civils et la nomination d'un conseiller sur la réforme du secteur de la sécurité, sont également des mesures positives.

Cependant, de grands défis restent encore à relever. Nos efforts déterminés pour libérer le plein potentiel de la Commission de consolidation de la paix afin de surmonter ces défis doivent se poursuivre. Les élections, en novembre, en Sierra Leone et la réconciliation nationale au Libéria sont des cas exemplaires. La situation en Guinée-Bissau est également extrêmement précaire et nous devons redoubler d'efforts pour un retour à la normalité constitutionnelle et pour desserrer l'emprise militaire sur le pouvoir civil par le biais d'une véritable réforme du secteur de la sécurité.

À notre avis, la Commission a un rôle clef à jouer dans ces domaines.

Selon nous, la Commission de consolidation de la paix est actuellement dans une deuxième phase cruciale de son existence et il est nécessaire de redynamiser l'engagement politique en faveur de cet organe. À cet égard, nous nous félicitons de certains éléments encourageants constatés récemment. Ainsi, la récente réunion du Groupe des présidents de la Commission et des Représentants exécutifs ou spéciaux du Secrétaire général pour les pays inscrits à l'ordre du jour de la Commission a été une excellente initiative qui a donné lieu à un franc débat sur la façon de renforcer la relation entre ces deux entités. Nous espérons sincèrement que ce dialogue se poursuivra.

Nous sommes également reconnaissants au Royaume-Uni d'avoir présenté un document officiel très intéressant en vue de renforcer le rôle de la Commission et d'accroître le lien interactif avec le Conseil de sécurité. Les avantages d'un lien renforcé et plus organique entre le Conseil de sécurité et la Commission sont de plus en plus reconnus, et un réel potentiel existe en ce qui concerne l'instauration d'une nouvelle dynamique entre un Conseil de sécurité plus réactif et une Commission de consolidation de la paix plus performante. Nous espérons également que le débat interactif entre les Présidents de la Commission de consolidation de la paix et les membres du Conseil qui est prévu demain, permettra d'avancer sur ces questions.

De même, nous trouvons encourageante la dynamique créée autour de la formation Libéria de la Commission de consolidation de la paix, notamment à travers la nomination d'un nouveau Président à plein temps et d'un nouveau Représentant spécial du Secrétaire général à Monrovia. Cela devrait faciliter une compréhension commune des deux rôles et une bonne complémentarité avec l'initiative du g7+, le « New Deal ».

Enfin, nous sommes très heureux de constater que la consolidation de la paix et la prévention figurent en tête de l'ordre du jour établi par le Secrétaire général pour son deuxième mandat. À cet égard, nous attendons avec intérêt le prochain rapport du Secrétaire général sur la consolidation de la paix après les conflits, prévu dans le courant de l'année.

Cela dit, n'oublions pas l'aspect le plus important, c'est-à-dire l'appropriation nationale. La consolidation de la paix ne peut être une réussite que si elle est menée au niveau national. Notre devoir en tant que communauté internationale doit être de nous aligner sur ces stratégies nationales.

Pour terminer, la consolidation de la paix est un défi très complexe et à multiples facettes. Il s'agit d'un travail en cours, et nous continuons d'apprendre en agissant. Dans ce contexte, nous sommes convaincus que la Commission de consolidation de la paix a un rôle charnière. Elle tire directement sa force de sa nature d'unique organe consultatif intergouvernemental auprès du Conseil de sécurité, mais elle a également ses limites en tant que plate-forme basée à New York.

L'Union européenne et ses États membres sont prêts à poursuivre leurs efforts pour permettre à l'architecture de consolidation de la paix des Nations Unies d'être à la hauteur des attentes qui ont présidé à sa création, et je tiens à assurer le Conseil de l'engagement de l'Union européenne et de ses États membres d'appuyer le travail de la Commission de consolidation de la paix.

**La Présidente** (*parle en espagnol*) : Je donne la parole au représentant de la Belgique.

**M. Grauls** (Belgique) : Madame la Présidente, je vous remercie de me donner l'occasion de m'adresser au Conseil de sécurité à l'occasion de cet important débat sur la consolidation de la paix après les conflits.

La Belgique s'aligne sur la déclaration qui vient d'être faite au nom de l'Union européenne.

Je ne reviendrai pas sur le rapport annuel (S/2012/70) de la Commission de consolidation de la paix, qui donne un aperçu factuel des activités de la Commission et de ses formations. Je souhaiterais davantage me concentrer sur les relations entre le Conseil de sécurité et la Commission de consolidation de la paix, point qui renvoie à la troisième question du Document de réflexion. Les éléments de réflexion que je souhaiterais partager aujourd'hui avec les membres du Conseil me sont inspirés par mon expérience en tant qu'ancien Président de la formation République centrafricaine de la Commission de consolidations de la paix.

Si l'on se penche sur ces dernières années, force est de constater que la relation entre le Conseil de sécurité et la Commission de consolidation de la paix peut sans aucun doute être renforcée de manière significative. Cette relation n'a certainement pas encore atteint son plein potentiel et pourrait être approfondie et enrichie par une attitude plus intéressée de la part du Conseil pour les activités de la Commission et de ses différentes formations. Je suis en effet sincèrement convaincu que les activités de la Commission de consolidation de la paix méritent davantage d'attention de la part du Conseil. À cet égard, je tiens à dire que la Belgique accueille très favorablement

les idées pertinentes développées par le Royaume-Uni dans le document officiel qui a été diffusé.

Je souhaiterais attirer l'attention sur trois points qui me semblent fondamentaux pour renforcer cette relation entre le Conseil de sécurité et la Commission. Mon premier point concerne le rôle possible de la Commission, et surtout de ses formations, dans la phase préparatoire de délibération que le Conseil consacre aux pays figurant à son ordre du jour. Le deuxième point concerne le rôle de la Commission et de ses formations pays dans le suivi des délibérations du Conseil. Et mon troisième et dernier point a trait au lien entre la Commission et les organes subsidiaires du Conseil de sécurité, un aspect souvent négligé.

Je suis convaincu que le Conseil de sécurité pourrait accorder davantage d'attention au travail de la Commission de consolidation de la paix dans la phase préparatoire de ses propres délibérations consacrées à un pays figurant à son ordre du jour. Lors de cette phase préparatoire, le Conseil pourrait notamment adresser des demandes concrètes d'avis aux présidents des différentes formations pays, sur des sujets tels que le désarmement, la démobilisation et la réintégration, la réforme du secteur de la sécurité, le développement socioéconomique, les manques à combler sur le plan du programme de consolidation de la paix, ou de toute autre question pertinente pour la consolidation de la paix. Une telle demande permettrait ensuite à un président d'une formation d'apporter une contribution mieux adaptée, sans doute aussi plus spécifique, et ayant une plus grande valeur ajoutée lors des délibérations du Conseil.

Mon expérience avec la République centrafricaine m'a appris qu'il est plus qu'utile qu'une formation pays puisse visiter le pays en question quelques semaines avant une délibération au Conseil. Une telle visite, à un moment approprié et bien synchronisé avec l'ordre du jour du Conseil de sécurité, permettrait à une formation d'être à même d'informer ce dernier de la manière la plus précise possible sur les questions qu'il lui aurait demandé d'examiner plus en détail. Je me demande d'ailleurs pourquoi le Conseil ne pourrait pas suggérer à un président d'une formation de se rendre dans le pays concerné en vue d'un débat prévu à son ordre du jour. Il pourrait lui demander également de se concentrer, lors de sa visite de terrain, sur certaines questions spécifiques en lien avec la consolidation de la paix. Il est évident que les avis ainsi rendus par les formations pays pourraient trouver leur chemin dans les résolutions ou décisions que le Conseil de sécurité est souvent amené à adopter à l'issue

de ses délibérations. En effet, force est de constater que la dimension consolidation de la paix est encore trop souvent absente des décisions du Conseil.

Ce dernier constat m'amène à mon deuxième point. Mon expérience en tant que Président de la formation République centrafricaine m'a appris que non seulement, toute référence à la consolidation de la paix dans une décision du Conseil de sécurité contribue à renforcer le travail d'une formation, mais qu'elle est aussi toujours prise très au sérieux par les autorités du pays concerné.

J'ose par conséquent plaider en faveur de références plus fréquentes dans les décisions de ce Conseil à des aspects de consolidation de la paix. Les présidents des formations pays peuvent d'ailleurs se faire l'écho des décisions du Conseil lors de leurs visites dans les pays concernés, et faire passer les messages politiques du Conseil lors de leurs contacts avec les responsables politiques du pays concerné. Cela permettrait également d'assurer une meilleure cohérence entre les formations pays et les missions des Nations Unies sur le terrain, sous mandat du Conseil de sécurité. L'expérience nous a en effet appris que, dans certains cas, les cadres représentant les Nations Unies sur le terrain ne partagent pas les mêmes vues que les membres des formations. Des orientations coordonnées de la part du Conseil permettrait d'éviter de telles situations.

Finalement, je voudrais souligner brièvement qu'il existe de la marge pour améliorer la coopération entre la Commission de consolidation de la paix et les organes subsidiaires du Conseil de sécurité. En tant que Président de la formation République centrafricaine, j'ai présenté à plusieurs reprises un exposé au Groupe de travail du Conseil de sécurité sur le sort des enfants en temps de conflit armé, afin de faire part de mes conclusions suite à mes visites sur le terrain. Ce lien entre une formation pays et certains organes subsidiaires du Conseil est encore trop souvent négligé. Dans le même esprit, j'ai entretenu des contacts très suivis avec la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé ainsi que la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit. Je suis convaincu que ce type d'interaction a été très utile et devrait même être intensifié.

Pour terminer, je voudrais répéter ma conviction que cette relation si importante entre le Conseil et la Commission de consolidation de la paix peut être considérablement renforcée, et que toute initiative en

ce sens de la part du Conseil de sécurité sera hautement appréciée par les formations pays.

**La Présidente** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Croatie.

**M. Vilović** (Croatie) (*parle en anglais*) : Ma délégation s'associe à la déclaration prononcée au nom de l'Union européenne il y a quelques minutes, mais je voudrais également à faire quelques brèves observations à titre national.

Je voudrais commencer par remercier le Secrétaire général de ses observations pénétrantes sur cette importante question. J'aimerais également remercier le Président sortant de la Commission de consolidation de la paix, l'Ambassadeur Gasana, de sa direction avisée de la Commission en 2011 et de sa présentation du rapport de la Commission à sa cinquième session (S/2012/70), ainsi que le Président en exercice, l'Ambassadeur Momen, de ses observations, avec lesquelles nous sommes pleinement d'accord. Enfin, je souhaite remercier le représentant de la Banque mondiale de ses précieux éclairages et de sa contribution.

Le rapport de la Commission de consolidation de la paix que nous examinons aujourd'hui, en particulier en ce qui concerne les formations pays, témoigne de l'effort constant de la Commission pour aider les acteurs nationaux à s'approprier pleinement et à diriger le processus de paix dans leur propre pays. Comme l'indiquent les conclusions du premier examen, en 2010, du dispositif de consolidation de la paix de l'Organisation des Nations Unies (S/2010/393, annexe), les tâches principales de la Commission peuvent se résumer en trois grands domaines : l'accompagnement politique, la mobilisation des ressources et la coordination. C'est pourquoi les succès de la Commission dans ces domaines doivent servir de base à une analyse approfondie de ses réalisations au cours de la période considérée la plus récente, et à une évaluation de sa contribution et de sa valeur ajoutée.

À cet égard, il est essentiel de commencer par l'important travail réalisé par les composantes opérationnelles de la Commission, à savoir les formations pays. Leurs succès considérables dans les domaines du rapprochement politique, du processus électoral, du développement des capacités et du renforcement des institutions sont indéniables, même s'ils semblent parfois trop peu vantés. En outre, les efforts notables accomplis par la Commission pour obtenir un engagement plus substantiel des institutions financières internationales dans les activités de consolidation de la paix, et intégrer

les besoins et les priorités de la consolidation de la paix au programme de développement méritent d'être amplement salués et davantage appuyés.

Toutes ces avancées témoignent de l'ambition de la Commission et de sa capacité de servir de cadre politique à l'établissement des priorités à l'échelle nationale, à la mobilisation de l'appui si nécessaire, sous quelque forme qu'il se présente, et au maintien d'un constant de l'attention de la communauté internationale sur les priorités et objectifs nationaux en matière de consolidation de la paix.

Dans le même temps, je tiens à souligner l'importance que la Croatie attache aux nouveaux partenariats mondiaux, ouverts et représentatifs, rassemblant les bailleurs de fonds traditionnels et nouveaux, qui partagent souvent une expérience semblable à celle des pays qu'ils sont disposés à aider. À cet égard, nous suivons de près les nouvelles initiatives émergentes et les projets pilotes connexes visant à promouvoir davantage la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, ainsi que les efforts destinés à mettre au point des indicateurs appropriés en vue de mesurer les progrès dans les domaines prioritaires, et à faire progresser les choses dans les domaines de la responsabilité, de la transparence et du pragmatisme d'une action axée sur les résultats. Nous espérons que les influences réciproques et l'interaction éventuelle entre ces initiatives et les activités de la Commission de consolidation de la paix et de ses formations pays permettront de donner un regain d'enthousiasme et de vitalité renouvelés aux efforts actuels et futurs de consolidation de la paix.

À ce sujet, et compte tenu de l'importance particulière du renforcement des capacités dans les pays sortant d'un conflit, je tiens à ajouter que la Croatie attache une grande importance au suivi de l'examen récent des capacités civiles et à la création de CapMatch, cadre mondial visant à créer des mécanismes souples et efficaces, fondés sur le partenariat et davantage orientés vers la demande, en vue du transfert de compétences et connaissances civiles aux acteurs nationaux. Nous considérons que faire à nouveau valoir ces compétences et connaissances au niveau national est une composante cruciale de tous les efforts de consolidation de la paix en situation d'après conflit, et que cela constitue une garantie majeure que les sociétés fragiles ne retomberont pas dans le conflit et le désespoir. Nous attendons avec un intérêt particulier de voir cette plate-forme fonctionner avec efficacité dans tous les pays inscrits à l'ordre du jour de la Commission. La Croatie jouera son rôle à cet égard.

S'agissant de la performance de la Commission au Siège et de ses relations avec les acteurs clefs, notamment



avec les principaux organes et entités opérationnelles des Nations Unies, il apparaît clairement que ce domaine, qui a été quelque peu négligé, appelle, de nouvelles délibérations et bénéficiera, nous l'espérons, d'améliorations considérables. Ainsi, il est manifeste que la Commission, en délivrant avis et conseils sur les domaines prioritaires définis dans les pays inscrits à son ordre du jour, pourrait apporter une contribution significative à l'analyse, aux délibérations et aux décisions finales du Conseil de sécurité – notamment pendant les préparatifs des visites du Conseil dans ces pays –, ainsi qu'à l'établissement, au renouvellement ou à la modification des mandats, et à d'autres décisions portant sur l'engagement des Nations Unies dans ces pays. À cet égard, nous appuyons pleinement les demandes visant à renforcer davantage la relation entre le Conseil et la Commission et à l'institutionnaliser en conséquence.

Il serait judicieux, comme l'a suggéré l'Ambassadeur Momen dans sa déclaration, de prendre pour point de départ des séances périodiques d'échange d'informations entre le Conseil et les formations pays, séances qui devraient se tenir tous les trimestres.

Parallèlement, il est devenu évident que, comme l'affirme le document de réflexion, sachant que « les acteurs opérationnels sont nombreux et dispersés dans les pays inscrits à son ordre du jour » (*S/2012/511, annexe, par. 11*), il convient de mettre en place une répartition des tâches clairement articulée et une coopération mutuelle entre les différentes composantes de la présence des Nations Unies sur le terrain. Une telle approche permettrait non seulement de rendre les messages et l'engagement de l'ONU mieux ciblés et plus efficaces, mais également de montrer l'exemple s'agissant de cette composante complexe de l'aide internationale; en outre, l'ONU renforcerait sa crédibilité et réaffirmerait pleinement son rôle de chef de file.

Pour terminer, je citerai le Secrétaire général, qui a récemment déclaré que la consolidation de la paix était une tâche impliquant de multiples acteurs et, suis-je tenté d'ajouter, une tâche aux multiples facettes. Ce n'est qu'en faisant la preuve d'un engagement politique sincère des gouvernements – notamment de ceux qui comptent parmi les membres divers de la Commission de consolidation de la paix –, des organisations non gouvernementales, du secteur privé et de la société civile, et en gardant à l'esprit qu'aucune solution unique ne peut s'appliquer à toutes les situations, que nous pourrions espérer saisir le moment juste et choisir les outils voulus pour aider les sociétés à

se dégager définitivement de leurs troubles passés et à se forger un avenir plus lumineux et plus favorable.

**La Présidente** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Australie.

**M. Quinlan** (Australie) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, d'avoir convoqué le présent débat. Nous remercions de leurs déclarations les orateurs précédents, notamment les Ambassadeurs Momen et Gasana. Nous partageons leur évaluation : la Commission de consolidation de la paix n'a pas encore concrétisé la totalité de son potentiel, et nous devons faire mieux. Nous appuyons les idées avancées s'agissant de la relation entre la Commission et le Conseil de sécurité, et soulignons l'observation intéressante – faite, il me semble, par le représentant de l'Allemagne – qu'il faudra consolider le lien entre le travail de la Commission et l'agenda pour le développement de l'après-2015.

Je voudrais insister sur trois domaines qui nous semblent critiques pour le travail de la Commission à l'avenir.

Le premier concerne l'intensification de l'impact de la Commission sur le terrain, qui était bien sûr l'un des thèmes dominants de l'examen de 2010, ce qui, comme nous le savons, est beaucoup plus facile à dire qu'à faire. Naturellement, nouer de meilleures interactions avec les acteurs sur le terrain – ces « nombreux visages » – est une composante majeure de la solution. La Commission examiner quelle serait la meilleure manière d'appuyer le travail des missions des Nations Unies et des équipes de pays – les Représentants spéciaux du Secrétaire général, les Représentants exécutifs du Secrétaire général et les Coordonnateurs résidents. Les liens entre les formations pays et les acteurs sur le terrain doivent être bien davantage clarifiés et renforcés.

Nous devons veiller à ce que les débats politiques organisés ici à New York se traduisent par une coordination pratique sur le terrain, dont ils doivent également refléter les réalités. En tant qu'États Membres, nous devons entretenir le dialogue avec tous les éléments du système des Nations Unies pour garantir leur cohérence. Nous devons étudier attentivement les avantages concurrentiels de la Commission, parmi lesquels figurent son rôle en matière de sensibilisation et sa nature d'organe composé d'États Membres selon une formule particulière. La Commission a la capacité de réunir diverses parties prenantes. Elle doit envisager un engagement plus actif des acteurs multilatéraux, bilatéraux et régionaux, notamment sur le terrain.

La mobilisation des ressources est également vitale pour accroître l'impact sur le terrain, mais elle est naturellement très difficile – c'est l'aspect le plus difficile de tous. La nouvelle approche adoptée par la Commission et la force de consolidation de la paix au Libéria, s'agissant d'élaborer un plan élargi de priorités lié à la Déclaration sur des engagements réciproques, semble très instructive. Nous encourageons les formations pays à procéder à un état des lieux de l'aide internationale et à définir des modalités de soutien plus efficaces de la part des partenaires de financement.

Ma deuxième observation concerne l'importance qu'il y a à soutenir l'appropriation nationale, laquelle doit être un principe charnière. La Commission a montré à maintes reprises qu'elle fonctionne le mieux lorsqu'elle œuvre à l'appui de priorités définies nationalement. Nous soutenons les efforts visant à définir mieux et plus précisément les engagements pris entre la Commission et les pays inscrits à son ordre du jour, à les rendre plus mesurables et à les faire correspondre plus étroitement aux priorités nationales. Nous nous félicitons des efforts faits à New York pour associer davantage les Représentants permanents des pays inscrits à l'ordre du jour de la Commission à l'élaboration des politiques de la Commission.

Mon troisième point se réfère à la relation entre le Conseil de sécurité et la Commission de consolidation de la paix. Nous appelons régulièrement à une relation plus étroite et plus organique entre ces deux instances. Nous nous félicitons des mesures prises dans ce sens, notamment de la participation accrue des formations pays de la Commission aux débats du Conseil. Nous encourageons un dialogue plus informel entre le Conseil et la Commission de consolidation de la paix, et nous nous félicitons du dialogue interactif qui se tiendra demain et qui nous semble être une occasion de conduire un débat en toute sincérité. Le Conseil, l'un des organes de tutelle de la Commission, devrait énoncer clairement ses attentes, en particulier s'agissant du rôle consultatif de la Commission. Le Conseil doit tirer meilleur parti de ce rôle consultatif, notamment concernant le renouvellement des mandats et les périodes de transition qui ponctuent l'engagement des Nations Unies dans un pays. La Commission a également un rôle à jouer auprès du Conseil de sécurité en matière d'alerte rapide. Comme l'a fait observer le représentant de l'Afrique du Sud, les avis de la Commission doivent être systématiquement utilisés dès lors qu'ils paraissent pertinents.

Comme l'a souligné l'Ambassadeur Momen, la Commission doit être une entreprise collective. Mon propre pays s'efforce de jouer son rôle. Nous avons d'ailleurs été le premier pays donateur au Fonds pour la consolidation de la paix, et je voudrais aujourd'hui annoncer une nouvelle contribution de 12 millions de dollars. Nous avons versé des montants additionnels pour appuyer les formations pays, et fait d'autres contributions. Vous trouverez davantage de détails dans la déclaration que j'ai distribuée. Je tiens seulement à mentionner que, pour veiller à ce que la Commission soit mieux à même de mesurer son impact sur le terrain et de tirer profit des leçons de notre région, l'Asie-Pacifique, en matière de consolidation de la paix, nous avons élaboré un rapport sur les enseignements en la matière, qui aborde notamment les erreurs faites par mon propre pays lorsqu'il a voulu aider à consolider la paix à Bougainville, dans les Îles Salomon, en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Ce rapport a été publié le mois dernier à New York et il est disponible à l'extérieur de la salle.

Pour terminer, je voudrais dire que nous prenons très au sérieux notre rôle dans l'entreprise collective de la consolidation de la paix. Je voudrais assurer le Conseil de notre engagement constant à faire en sorte que la Commission de consolidation de la paix continue de se développer, de manière à pouvoir véritablement changer la vie de chacun dans les pays sortant d'un conflit.

**La Présidente** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Tunisie.

**M. Jerandi** (Tunisie) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom du Mouvement des pays non alignés concernant les activités de la Commission de consolidation de la paix.

Je voudrais d'emblée vous remercier, Madame la Présidente, d'avoir organisé cet important débat. Je remercie également le Secrétaire général, S. E. M. Abulkalam Abdul Momen, Représentant permanent du Bangladesh et Président de la Commission de consolidation de la paix, et l'Ambassadeur Eugène-Richard Gasana, le Président sortant, de leurs déclarations respectives.

Le Mouvement des pays non alignés se félicite d'avoir l'occasion de prendre part au présent débat public pour y réaffirmer son appui solide à la Commission et son engagement de contribuer activement à fixer un programme de consolidation de la paix plus cohérent et intégré.

Le Mouvement note avec satisfaction que le cinquième rapport de la Commission de consolidation de la paix (S/2012/70) rend compte des progrès accomplis à ce jour pour donner suite aux recommandations figurant

dans le rapport des cofacilitateurs concernant le processus d'examen de 2010 (S/2010/393, annexe). Le Mouvement accueille d'autre part favorablement la feuille de route de 2012 relative aux activités menées sous la conduite de l'Ambassadeur Momen.

Nous devons néanmoins admettre, comme il est indiqué dans le rapport, que la Commission de consolidation de la paix doit encore relever des défis importants. Il s'agit notamment de renforcer le lien entre paix et développement en accordant davantage la priorité à la revitalisation économique et à la dimension sociale du développement, en consolidant les principes de maîtrise nationale et en renforçant les capacités nationales. La Commission doit également obtenir plus de résultats concrets sur le terrain, en faisant en sorte que les activités menées soient bien coordonnées et cohérentes, et en assurant un financement plus rapide et prévisible des activités de relèvement à moyen et à long terme.

Nous sommes également convaincus qu'il faut faire beaucoup plus pour veiller à ce que la consolidation de la paix fasse partie intégrante de la terminologie des Nations Unies. À cet égard, le Mouvement se félicite que, durant la période à l'examen, les États Membres aient montré un intérêt accru pour les travaux de la Commission de consolidation de la paix.

Le Mouvement considère que cet intérêt accru doit conduire à des échanges plus étroits, plus énergiques et portant davantage sur des questions de fond entre la Commission de consolidation de la paix, et d'autre part, le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale et le Conseil économique et social. Ces contacts étroits permettront à l'ONU d'agir et d'apporter des réponses à l'unisson au moment d'élaborer le programme d'activités de consolidation de la paix, en s'appuyant sur une approche mieux intégrée et plus cohérente, par une meilleure coordination commune et en définissant clairement les responsabilités des acteurs et en fournissant des détails précis sur les mandats respectifs afin d'éviter les chevauchements et les doubles emplois.

Une meilleure coordination des stratégies, des activités et des informations communiquées par les Nations Unies nécessite un renforcement des synergies entre la Commission de consolidation de la paix et d'autres organes clefs de l'ONU, y compris les organes opérationnels. Il faut dans le même temps tirer le meilleur parti des synergies avec le Fonds pour la consolidation de la paix, afin que la Commission puisse jouer un rôle central dans l'élaboration de la stratégie générale du Fonds et éviter tout déficit dans la mobilisation des ressources. À cette fin, nous devons

concentrer notre attention sur les orientations et stratégies fournies à l'ONU concernant ces activités de consolidation de la paix, en vue de renforcer les liens entre sécurité et développement.

Compte tenu de sa composition unique, qui comprend les États membres siégeant dans des organes principaux de l'ONU et représentant de nombreuses régions du monde, la Commission de consolidation de la paix est bien placée pour servir de centre d'échanges pour la coordination et le partage des expériences et des connaissances, pour aider ainsi les pays à définir et hiérarchiser leurs priorités et les respecter de la meilleure façon possible. À cet égard, la Commission de consolidation de la paix devrait porter une attention particulière à la nécessité de renforcer les capacités nationales et les institutions par les mécanismes et les ressources financières et techniques nécessaires pour y parvenir.

Il est essentiel d'imprimer un nouvel élan à l'appui et à l'engagement politiques des États Membres pour utiliser toutes les capacités de la Commission, en particulier au moment où elle envisage d'inscrire d'autres pays à son ordre du jour. Comme l'ont souligné les cofacilitateurs dans leur rapport sur l'examen de 2010, cet examen doit constituer un rappel à la réalité et susciter une réelle volonté collective s'agissant de gérer la consolidation de la paix de manière plus globale et décisive.

La composition unique de la Commission de consolidation de la paix fait de cet organe un acteur crédible sur lequel le Conseil de sécurité peut compter en vue de régler des situations de conflit. Le fait que neuf des 15 membres du Conseil de sécurité soient actuellement membres du Comité d'organisation de la Commission facilite encore la mise en place d'une dynamique entre la Commission et le Conseil. À cet égard, le Mouvement met une nouvelle fois l'accent sur les éléments suivants, liés au rôle consultatif que la Commission joue auprès du Conseil de sécurité.

Premièrement, la Commission de consolidation de la paix pourrait jouer un rôle central en appelant l'attention du Conseil sur des situations risquant de poser des menaces à la paix et à la sécurité, en particulier s'agissant des pays inscrits à son ordre du jour. Elle pourrait analyser la progression de la situation dans ces pays, de la stabilisation à une paix durable.

Deuxièmement, le Conseil doit assurer la pleine participation de la Commission à l'examen de toutes les questions relevant de la compétence de la Commission. Cela pourrait aider le Conseil de sécurité à remplir

efficacement son rôle d'initiateur, à un stade précoce, de processus de consolidation de la paix dans des domaines d'importance critique.

Troisièmement, le rôle de prévention de la Commission doit faire partie des principaux piliers de son action et être étudié de manière plus approfondie. Nous sommes convaincus que le Conseil peut exploiter tout le potentiel du rôle de prévention déjà défini dans le mandat de la Commission de consolidation de la paix.

Quatrièmement, les activités des formations pays doivent être définies en tenant pleinement compte de l'objectif général de l'ONU de consolider durablement la paix au lendemain d'un conflit en garantissant, entre autres, une totale appropriation nationale de toutes les initiatives de consolidation de la paix. Les présidents des formations pays doivent avoir la possibilité d'informer le Conseil de sécurité et le Comité d'organisation de la Commission, pour garantir participation et responsabilisation.

Enfin, je voudrais réaffirmer que le Mouvement des pays non alignés reste fermement déterminé à appuyer les efforts de promotion d'une paix durable déployés par la Commission de consolidation de la paix.

**La Présidente** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République de Corée.

**M. Shin Dong Ik** (République de Corée) (*parle en anglais*) : Madame la Présidente, je voudrais tout d'abord vous adresser mes sincères remerciements pour la convocation du présent débat public sur la consolidation de la paix après un conflit. Je remercie également l'Ambassadeur rwandais, Eugène-Richard Gasana, ancien Président de la Commission de consolidation de la paix, ainsi que le Président en exercice de la Commission, l'Ambassadeur bangladais Abulkalam Abdul Momen, et le Secrétaire général, et me félicite vivement de leur présence. Je les remercie de leurs déclarations d'aujourd'hui. Par ailleurs, la participation de M. Joachim von Amsberg, Vice-Président de la Banque mondiale, au débat d'aujourd'hui est à la fois opportune et constructive. Je pense que le présent débat permettra de faire mieux saisir la nature et l'ampleur du rôle de la Commission de consolidation de la paix.

Ces six dernières années, la Commission de consolidation de la paix n'a pas cessé de définir des méthodes efficaces pour mener à bien son mandat en relançant les efforts internationaux d'aide aux pays sortant d'une situation de conflit. Le cinquième rapport annuel de la Commission (S/2012/70), élaboré en consultation

étroite avec les États Membres et le Bureau d'appui à la consolidation de la paix, dresse un tableau clair des progrès accomplis et des difficultés auxquelles la Commission a continué à faire face à sa cinquième session. Ce rapport marque un grand pas en avant car, pour la première fois, il rend compte de la suite donnée aux recommandations formulées dans le rapport des cofacilitateurs intitulé « Examen du dispositif de consolidation de la paix de l'Organisation des Nations Unies » (S/2010/393, annexe).

Les activités de consolidation de la paix devraient être menées de manière à renforcer et respecter encore davantage l'appropriation nationale et les priorités des pays bénéficiaires. L'objectif final de la consolidation de la paix est non seulement de stabiliser la situation d'un pays sortant d'un conflit, mais aussi de jeter les bases d'un développement durable. La Commission de consolidation de la paix a obtenu de nombreux résultats en matière d'appui politique et de sensibilisation. Par exemple, depuis 2011, au Libéria, elle a été en mesure d'appuyer le renforcement des capacités nationales destinées à assurer l'ordre public. La Commission a également fourni un appui efficace au premier tour des élections présidentielles en Guinée-Bissau en mars dernier, malgré le coup d'État militaire qui a suivi. Comme le Conseil de Sécurité le dit dans sa résolution 2048 (2012), il qui doit être fermement condamné et l'ordre constitutionnel doit être rétabli. Par ailleurs, ma délégation tient à souligner que le renforcement des capacités civiles au lendemain d'un conflit est également décisif pour garantir et maintenir une paix durable.

Le partenariat entre toutes les parties prenantes, appartenant ou non au système des Nations Unies, doit également être renforcé, la Commission de consolidation de la paix tenant le rôle de facilitateur. En particulier, les partenariats stratégiques des Nations Unies avec des institutions financières internationales et régionales, telles la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, sont indispensables pour obtenir des ressources financières et garantir une affectation efficace des crédits budgétaires. L'achèvement récent des nouvelles stratégies de réduction de la pauvreté au Burundi et en République centrafricaine offre une occasion unique de consolider le partenariat de l'ONU avec la Banque mondiale et la Banque africaine de développement.

Des liens et une coordination plus étroits entre le Conseil de sécurité et la Commission de consolidation de la paix sont nécessaires pour exécuter les mandats de consolidation de la paix et pour aider les pays à répondre aux exigences multiformes de l'après-conflit sur le terrain. La visite des membres du Conseil au Libéria et en Sierra



Leone en mai devrait servir à identifier les lacunes et les difficultés que la Commission rencontre sur le terrain. De telles visites consolident aussi la relation entre le Conseil de sécurité et la Commission de consolidation de la paix d'une façon efficace, dynamique, synergétique et prospective. C'est lorsque la relation réciproque entre les deux entités encore renforcée, que nous serons mieux à même de relever les nouveaux défis sur le terrain dès qu'ils apparaissent.

En outre, la Commission de consolidation de la paix devrait mettre au point une méthode systématique qui permette au Conseil de sécurité de tirer le meilleur parti des enseignements tirés et du capital acquis grâce aux activités de la Commission dans les six formations pays. Le cumul des enseignements tirés et des expériences de chacune des formations peut ouvrir une excellente perspective aux débats au Conseil de sécurité sur les pays inscrits à l'ordre du jour de la Commission de consolidation de la paix. Toutefois, j'aimerais noter que les formations, qui sont les principaux véhicules des activités de la Commission de consolidation de la paix, sont en général sous-exploitées. Je vois des domaines potentiels où peut se créer une synergie si le capital acquis par les formations est efficacement intégré dans les débats au Conseil de sécurité. Nous estimons aussi qu'il faut mettre au point d'autres modalités aux fins de renforcer les échanges entre les formations et le Conseil de sécurité.

La République de Corée a participé aux activités de consolidation de la paix, notamment en tant que Vice-Président de la Commission de consolidation de la paix en 2009 et en tant que membre du Comité d'organisation, et a versé 4 millions de dollars au Fonds pour la consolidation de la paix depuis sa création en 2006. Ma délégation est prête à augmenter encore plus ses contributions à la noble cause de la consolidation de la paix et attend avec intérêt d'autres débats au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale sur les moyens de renforcer le rôle de la Commission de consolidation de la paix vers la naissance d'un monde plus sécurisé et plus durable.

**La Présidente** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Mexique.

**M<sup>me</sup> Morgan** (Mexique) (*parle en espagnol*) : Ma délégation tient à remercier la Ministre des affaires étrangères de Colombie, M<sup>me</sup> María Ángela Holguín Cuéllar, d'avoir convoqué le présent débat sur les processus de consolidation de la paix dans les situations d'après-conflit. Ce débat permettra de consolider les activités de la Commission de consolidation de la paix et l'aidera à rendre ses processus plus efficaces, nous permettant ainsi de tirer

parti des enseignements tirés au cours des sept années de son existence et de renforcer la cohérence, la permanence de vues et la coordination avec les autres organes de l'ONU.

L'expérience de ces dernières années a montré que la promotion de la stabilité sociale est un élément clef du processus de consolidation de la paix. Sur la base des priorités déterminées par le pays lui-même, les stratégies d'après-conflit devraient inclure des initiatives visant à lutter contre la pauvreté, le chômage et les inégalités économiques et sociales, garantir un bon équilibre entre les impératifs de la réforme du secteur de la sécurité, renforcer l'état de droit et répondre aux besoins essentiels de la population.

À cet égard, le Mexique réaffirme la nécessité de mettre l'accent sur l'appropriation nationale tout au long du processus de consolidation de la paix et appui le plan de travail de la Commission, qui porte avant tout sur la promotion du renforcement des capacités nationales, de la mobilisation des ressources, du groupement des principaux acteurs autour d'objectifs communs de consolidation de la paix, ainsi que de l'adoption d'instruments de collaboration qui soient souples et adaptés à la réalité de chaque pays.

En tant que cofacilitateur de l'examen de la Commission de consolidation de la paix de 2010, le Mexique se félicite des progrès accomplis s'agissant de respecter les recommandations formulées dans le rapport (S/2011/527) du Secrétaire général, mettant spécifiquement en œuvre le plan d'action pour renforcer la capacité et les mécanismes de l'Organisation de sorte qu'elle puisse avoir un meilleur impact sur le terrain et resserrer les relations de la Commission avec les entités opérationnelles clefs du système des Nations Unies, tant au Siège que sur le terrain. Nous nous félicitons aussi de l'adoption de la résolution 66/255 de l'Assemblée générale, dont l'objectif est d'assurer la continuité de l'initiative des capacités civiles, qui favorise le renforcement des capacités nationales, promeut la coopération Sud-Sud et la coopération régionale et accroît la participation des femmes à cette fin.

Entre autres progrès, il y a aussi les efforts faits pour relever les défis subsistants, comme le renforcement des synergies et des partenariats avec d'autres acteurs concernés au Siège, et avec les banques régionales de développement, les organisations de la société civile et les autorités nationales. De plus, les stratégies de consolidation de la paix devraient être élargies, pour aller au-delà des pays inscrits à l'ordre du jour de la Commission.

Ce faisant, il importe de tirer parti du conseil et de la valeur ajoutée de la Commission de consolidation de la paix lors des débats avec le Conseil de sécurité, et de continuer à favoriser la participation des Présidents des formations pays aux débats. Leur participation devrait fournir une analyse de haute qualité à même de contribuer à l'amélioration des mandats des missions de consolidation de la paix, particulièrement lors des processus de transition.

Pour que la Commission soit en mesure de se conformer pleinement à son mandat, il est nécessaire qu'elle reçoive les ressources financières d'une manière prévisible par le biais du Fonds pour la consolidation de la paix. Le Mexique a, de son plein gré, contribué financièrement au Fonds et a proposé des programmes de formation en matière électorale dans certains pays sortant d'un conflit.

En 2010, lors de l'examen des activités de la Commission de consolidation de la paix, la question centrale était de déterminer la valeur ajoutée que la Commission pourrait apporter à l'architecture de la consolidation de la paix, à l'intérieur des Nations Unies comme en dehors. Deux ans après cet examen, le Mexique reconnaît que la Commission a acquis un plus grand poids politique et accru sa capacité à fédérer les principaux acteurs. Les résultats positifs des activités de certaines formations pays en sont la preuve.

Le Mexique continuera d'appuyer la Commission de sorte qu'elle puisse acquérir plus de poids en tant qu'élément clef de mobilisation des efforts de consolidation de la paix et de reconstruction dans les pays se trouvant dans une situation d'après-conflit.

**La Présidente** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Irlande.

**M<sup>me</sup> Anderson** (Irlande) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, d'avoir programmé le présent débat. Une version plus longue de ma déclaration a été distribuée dans la salle.

Cela fait presque deux ans jour pour jour que les cofacilitateurs – j'ai eu le privilège d'être de leur nombre – ont présenté leur examen des opérations de l'architecture de consolidation de la paix des Nations Unies (S/2010/393, annexe). Le rapport de la Commission de consolidation de la paix dont nous sommes saisis aujourd'hui (S/2012/70) compile de bien utiles informations sur les mesures prises tout au long de 2011. Il renferme aussi une certaine analyse et procède à une évaluation honnête.

Comme toujours, l'engagement des Présidents – et le dévouement du personnel du Bureau d'appui à la consolidation de la paix – ressort de manière éclatante. Il ne faut en aucune façon sous-estimer les progrès de l'année écoulée, et la déclaration de l'Union européenne, à laquelle nous souscrivons, reconnaît que quelques-unes des avancées. Mais si je prends la parole aujourd'hui avec quelque impatience, ce n'est pas seulement en tant que cofacilitatrice de l'examen de 2010, mais en tant que représentante d'un pays partisan déterminé et de longue date de la consolidation de la paix des Nations Unies.

L'examen de 2010 a été conçu comme un rappel à la réalité. Les cofacilitateurs ont déclaré qu'il faut faire le choix soit de

« la consolidation de la paix des activités de l'Organisation des Nations Unies ou laisser la Commission de consolidation de la paix s'installer dans le rôle limité qui a été le sien jusqu'à présent. » (S/2010/393, annexe, résumé analytique).

Malgré les avancées dont fait état le rapport de 2011, il est difficile de croire que les changements qualitatifs auxquels a appelé l'examen ont eu lieu ou qu'ils sont en passe d'intervenir. Il nous faut replacer les choses dans leur contexte : il ne saurait y avoir de place pour la complaisance concernant tout aspect de l'action des Nations Unies en matière de paix et de sécurité. La Commission de consolidation de la paix n'est pas l'unique pièce défailante d'un dispositif donnant entière satisfaction et fonctionnant sans heurts. Je pense que nous connaissons tous les questions qui s'accumulent au sujet d'aspects du maintien de la paix des Nations Unies. Il nous faut aussi être conscients du caractère intrinsèquement complexe et multiforme de l'activité de consolidation de la paix. Néanmoins, il me paraît important, à ce stade, d'évoquer clairement les points suivants.

En premier lieu, face au nombre souvent élevé d'acteurs dans le domaine de la consolidation de la paix, nous répétons constamment que ce qui constitue la particularité de la Commission, c'est sa nature intergouvernementale et représentative. C'est la nature intergouvernementale de la Commission qui lui confère un poids politique et l'autorise à faire intervenir les atouts qui lui sont propres.

Quel est le problème en l'espèce? C'est que nous, en tant qu'États Membres, ne jouons pas toujours notre rôle pour donner tout son sens à la nature intergouvernementale de la Commission. Les présidents des formations éprouvent souvent un sentiment d'extrême solitude au moment d'assumer leurs responsabilités. L'idée est que,

dans leurs réunions et leur travail en général, les présidents sont appuyés par des représentants de haut rang du groupe de formation qui apportent leur autorité et leur expertise. Pour être francs, nous devons admettre l'existence d'un fossé entre l'idée et la pratique, comme l'a fait remarquer ce matin le Président de la Commission. Nous avons besoin de présidents actifs et de membres actifs. Chacun d'entre nous, y compris ceux qui ont des sièges permanents à la Commission, devrait réfléchir à la façon de mieux assumer son rôle.

En deuxième lieu se pose la question du poids accordé à la consolidation de la paix et, par extension, au Bureau d'appui à la consolidation de la paix, au sein du Secrétariat. Comme dans toutes les bureaucraties, il faut mériter son siège à la table, mais il faut aussi que les autres soient disposés à faire de la place. Malgré des améliorations, il est essentiel que de nouvelles mesures soient prises pour accorder une attention accrue et plus cohérente à la consolidation de la paix au sein du Secrétariat.

Il est intéressant de relever que dans l'idée première du Groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement, fondé en 2004, le Bureau devait agir en association avec un nouveau poste de vice-secrétaire général influent. Les cofacilitateurs de l'examen ont rappelé cette proposition mais n'ont pas cherché à la raviver. Cependant, il se trouve que notre nouveau Vice-Secrétaire général est une personne qui se trouvait là dès la création. En qualité de Président de l'Assemblée générale à sa soixantième session, en 2005, Jan Eliasson a joué un rôle déterminant dans la réalisation d'un accord portant sur la Commission, et ses déclarations ont été un témoignage éloquent des espoirs qui ont donné naissance à ce nouvel organe. Sa participation depuis lors au sein du Secrétariat laisse espérer que les espoirs de 2005 seront réalisés.

En troisième lieu, concernant la question de l'interaction avec le Conseil de sécurité, le rapport de 2011 de la Commission indique que cette relation s'est encore resserrée durant la période considérée mais « l'opinion fait néanmoins son chemin que des efforts supplémentaires s'imposent de part et d'autre pour solidifier cette relation » (*S/2012/70, par. 24*). Malgré les progrès soulignés dans le rapport, il semble que persiste un sentiment de frustration mutuelle s'agissant de la relation entre les deux organes, ce qui appauvrit les délibérations de chacun. L'opinion à laquelle fait référence le rapport de la Commission doit être prise en compte, et les idées avancées dans le rapport, de même que le document du Royaume-Uni et d'autres contributions – notamment les propositions faites dans

plusieurs interventions ici aujourd'hui – devraient servir de base à une discussion concrète.

Il faut espérer que ce débat sera l'amorce d'un nouveau niveau d'engagement de la part du Conseil de sécurité. Nous devons aller de l'avant en toute objectivité, en prenant acte des progrès accomplis mais en demeurant conscients de la distance qu'il reste à parcourir.

**La Présidente** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Nouvelle-Zélande.

**M<sup>me</sup> Hay** (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) : En tant que participant actif aux efforts de consolidation de la paix après les conflits dans sa propre région de l'Asie-Pacifique, la Nouvelle-Zélande suit avec beaucoup d'intérêt les discussions internationales sur la consolidation de la paix. La création de la Commission de consolidation de la paix a fourni un outil précieux pour le renforcement des politiques et pratiques de consolidation de la paix au sein du système des Nations Unies. En dépit de quelques problèmes initiaux, la Commission peut se flatter de réalisations significatives au cours de ces premières années. Nous devons aujourd'hui mettre l'accent sur le potentiel positif de la Commission.

Trop souvent, l'appui international aux États sortant d'un conflit a été disparate et incohérent. La Commission a fait la démonstration d'un nouveau modèle d'engagement avec ces États, en leur fournissant un appui international plus efficace pour relever les défis qu'ils rencontrent en matière de développement et de sécurité. La Commission est aussi un appui pour les États petits et vulnérables. Les petits États sont surreprésentés parmi les pays qui s'efforcent de réaliser les objectifs du développement et ceux qui sont fragiles et en proie à l'instabilité. Il n'est donc pas surprenant que cinq des six nations qui ont demandé l'aide de la Commission étaient des petits États. La Commission les a aidés grâce à un appui plus important et intégré.

Les méthodes de travail souples et novatrices de la Commission et son approche ouverte sont particulièrement louables. Ainsi, toutes les parties sont réunies à la même table, les États intéressés et les organisations internationales pertinentes participant à ses travaux de façon concrète. Elle n'a pas non plus préservé jalousement son uniformité. Ses formations sont parfaitement adaptées aux besoins prioritaires des pays inscrits à son ordre du jour. Leur travail sur le terrain a été concret et approfondi, grâce aux nombreuses visites effectuées dans les pays par les présidents de formation. En mettant l'accent sur

l'appropriation nationale et le renforcement des capacités alors que le Conseil de sécurité n'y est pas parvenu, la Commission a su impliquer les pays hôtes sur la base des réalités locales plutôt qu'à partir de perspectives politiques éloignées, envisagées ici à New York. Cela a permis d'éviter toute politisation.

En résumé, les méthodes de travail de la Commission sont bien adaptées aux besoins concrets des situations complexes dont elle est saisie, situations qui n'ont jamais été envisagées dans la Charte. Alors que le Conseil de sécurité se penche sur ses propres méthodes de travail, il pourrait tirer profit des enseignements de la Commission s'agissant des avantages concrets découlant de méthodes de travail plus souples et ouvertes. Un dialogue renforcé entre les membres du Conseil et les Présidents de formation de la Commission s'est avéré être un premier pas utile, mais beaucoup reste à faire dans ce domaine.

La Nouvelle-Zélande est néanmoins préoccupée par l'écart important et dangereux qui se creuse dans le dispositif de consolidation de la paix de l'Organisation des Nations Unies. Alors que la Commission travaille efficacement selon son ordre du jour, il existe des besoins de consolidation de la paix qui méritent son attention mais pour lesquels la formation pays de la Commission n'est pas possible. Une manière d'y répondre consisterait à envisager des formes d'engagement de la Commission plus variées et à plusieurs niveaux, telles que recommandées dans l'examen de 2010 du dispositif de consolidation de la paix de l'Organisation des Nations Unies. La Nouvelle-Zélande est favorable à des solutions plus légères qui permettraient de renforcer l'utilité et l'attrait de la Commission de consolidation de la paix pour les États qui sortent d'un conflit.

Le Conseil a aussi un rôle important à jouer. Les pratiques actuelles du Conseil ne tiennent pas toujours nécessairement compte d'une approche ouverte, pratique et durable, nécessaire pour relever efficacement les défis de la consolidation de la paix. Pendant plus d'une décennie, le Conseil a admis, dans de nombreux débats et déclarations, la nécessité d'une meilleure intégration des efforts de consolidation de la paix et de maintien de la paix dans ses travaux. Nous rappelons ici le rôle de certains membres actuels et anciens du Conseil, tels que l'Afrique du Sud et le Brésil, qui ont souligné la nécessité d'une meilleure intégration des efforts de l'ONU ainsi que les dangers et le coût engendrés par un accent mis exclusivement ou principalement sur les outils de maintien de la paix.

Mais il ne s'agit pas pour le Conseil de redécouvrir une fois encore cette question, de façon abstraite, chaque

année. Nous devons progresser dans l'examen de réponses concrètes et novatrices répondant à des cas spécifiques. Cela passe peut-être par de nouvelles méthodes de travail qui permettraient aux membres du Conseil d'interagir avec d'autres organes des Nations Unies afin de mieux gérer des cas où la consolidation de la paix et le maintien de la paix sont essentiels, mais où la Commission n'est pas en mesure d'assumer sa responsabilité principale.

La garantie de l'appropriation nationale et le renforcement de capacités nationales durables constituent des objectifs centraux en matière de consolidation de la paix après les conflits, de même que sont cruciaux l'identification et le déploiement en temps utile des spécialistes civils voulus. Toutefois, le degré d'expertise nécessaire et les insuffisances actuelles de l'ONU s'agissant de recenser, de déployer et de tirer efficacement parti de cette expertise ont grandement limité son efficacité.

La Nouvelle-Zélande s'est félicitée du rapport de 2011 du Secrétaire général sur les moyens civils à mobiliser dans les situations postérieures à un conflit (S/2011/527). Nous préconisons sa mise en œuvre par les organes pertinents de l'ONU, notamment la Commission de consolidation de la paix et le Conseil de sécurité. Notre succès dans ces démarches aura un impact concret sur la capacité de l'ONU de réaliser les nobles objectifs qu'elle s'est fixés à l'appui du développement d'institutions nationales efficaces.

La Commission de consolidation de la paix peut être fière de ses réalisations au cours des six dernières années. D'autres organes de l'ONU, y compris le Conseil, peuvent tirer de nombreux enseignements de son approche souple et pragmatique ; mais à l'évidence, la Commission peut faire davantage pour réaliser son potentiel considérable. La Nouvelle-Zélande continuera de jouer son rôle dans les efforts collectifs que nous déployons à cette fin.

**La Présidente** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Malaisie.

**M. Abdullah** (Malaisie) (*parle en anglais*) : Je voudrais pour commencer vous féliciter, Madame la Présidente, de l'accession de la Colombie à la présidence du Conseil pour le mois de juillet.

Je tiens également à associer ma déclaration à celle qui a été faite par le représentant de la Tunisie au nom du Mouvement des pays non alignés.

Le maintien et la consolidation de la paix sont les deux faces d'une même médaille. Les efforts déployés par les États Membres de l'ONU pour prévenir la violence



et assurer la stabilité et la sécurité des civils ont été bien documentés tout au long de l'histoire de l'Organisation. Avec plus de 100 000 soldats et civils déployés dans une multitude de missions de maintien de la paix, il est évident que le maintien et la consolidation de la paix continueront d'être les aspects fondamentaux de l'activité déployée par l'ONU pour assurer la paix et la sécurité internationales.

La création de la Commission de consolidation de la paix a mérité des éloges. La Malaisie fait grand cas du rôle et des fonctions de la Commission, mais nous devons également être conscients de la nécessité d'adopter une démarche pragmatique en matière de consolidation de la paix. Le rapport de la Commission de consolidation de la paix sur les travaux de sa cinquième session (S/2012/70) donne un compte rendu clair des activités et initiatives de la Commission en 2011. À cet égard, nous notons que le rapport indique combien il est crucial d'accroître les échanges entre la Commission et le Conseil de sécurité et qu'il convient d'intensifier les efforts à cette fin. Instaurer des échanges plus constructifs, coordonner les efforts des deux organes de l'ONU ne pourrait que bénéficier aux parties prenantes s'agissant de promouvoir la stabilité et la paix.

À un niveau plus élevé, les relations de la Commission avec d'autres entités de l'ONU et avec des organisations régionales pourraient également être améliorées afin d'encourager le partage d'expériences et de capacités connexes dans le cadre des activités d'après conflit. Il convient en outre de promouvoir les relations au sein du système afin de renforcer la coordination et l'interdépendance entre la Commission de consolidation de la paix, le Bureau d'appui à la consolidation de la paix, le Fonds pour la consolidation de la paix et d'autres partenaires concernés.

La Malaisie est consciente du fait que la consolidation de la paix nécessite un appui financier afin d'édifier des institutions nationales et de renforcer la gouvernance dans l'édification d'un État. Dans le cadre de l'appui aux efforts de mobilisation des ressources, il serait très utile que la Commission intensifie les efforts qu'elle déploie pour avoir des échanges avec d'autres partenaires possibles. Ces échanges favoriseraient l'examen de possibilités et de solutions mutuellement bénéfiques.

Les domaines d'activité actuels de la Commission devraient disposer de la capacité d'inclure d'autres domaines au fur et à mesure qu'elle élabore des modèles de « cartographie » des activités afin de mettre au point des programmes clairs et crédibles qui incluent la coordination en matière d'assistance humanitaire, de reconstruction, de

gouvernance et de reconstitution des institutions publiques. À cet égard, la Commission a pris une mesure judicieuse en élaborant sa feuille de route pour 2012. Il est toutefois essentiel que la feuille de route soit constamment mise à jour, et ce de manière cohérente.

Comme je l'ai dit plus tôt, la Malaisie estime que les fonctions de l'ONU dans les domaines du maintien et de la consolidation de la paix sont interdépendantes. En fait, si l'on tient compte de la complexité de nombre de conflits actuels, nous pensons que la consolidation de la paix offre un système complet de règlement des conflits. Si les activités de maintien de la paix visent à rétablir la sécurité et la stabilité, les activités de consolidation de la paix supposent une implication plus large dans un éventail de nombreuses questions tout aussi importantes, qui comprennent, par exemple, l'assistance humanitaire et le relèvement d'après conflit.

Dans les initiatives d'après conflit, le rôle de la communauté internationale s'agissant de développer les économies des zones touchées par un conflit est crucial pour diminuer la probabilité d'une résurgence des guerres, d'autant que nombre des régions du monde touchées par les conflits se trouvent dans les zones les plus appauvries du monde. Il faut donc en toute logique se soucier du bien-être socioéconomique de la population des zones touchées.

La formule que la Malaisie a toujours appliquée dans les initiatives d'après conflit a toujours été axée sur le développement socioéconomique et sur le renforcement des capacités des parties prenantes locales. Grâce au Programme de coopération technique malaisien, la Malaisie a contribué au développement des capacités des États Membres dans le besoin. Nous pensons que ces programmes de renforcement des capacités peuvent contribuer au règlement des conflits.

La contribution de la Malaisie aux activités de consolidation de la paix ne s'arrête pas là. À l'appui des activités de consolidation de la paix et humanitaires, la Malaisie abrite également le cinquième et plus grand entrepôt de fournitures humanitaires des Nations Unies. Ce dépôt accueille actuellement 40 organisations internationales qui opèrent dans toute la région. La Malaisie encourage vivement les États Membres et d'autres parties prenantes à tirer pleinement parti de son dépôt en tant que centre régional fournissant entreposage, appui logistique et services aux organismes humanitaires de l'ONU, aux organisations humanitaires internationales et aux organisations gouvernementales et non gouvernementales, aidant ainsi à renforcer leurs capacités au service d'activités humanitaires, d'urgence et de consolidation de la paix.

La Malaisie a joué un rôle actif dans la sécurité internationale et les initiatives de consolidation de la paix. À cet égard, la Malaisie espère établir de meilleurs échanges avec la Commission, avec les membres des différentes formations et leurs présidents et avec d'autres partenaires intéressés pour développer des synergies en matière de capacités. Nous tenons à assurer les États Membres que la Malaisie continuera d'être un acteur actif et un partenaire fiable dans le cadre des efforts internationaux à l'appui de la paix et des initiatives de relèvement nationale après les conflits.

**La Présidente** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Arménie.

**M. Nazarian** (Arménie) (*parle en anglais*) : Je voudrais vous remercier, Madame la Présidente, de l'occasion qui nous est donnée de présenter nos vues sur la question de la consolidation de la paix après les conflits. Nous saluons aussi la présence et les déclarations de S. E. la Ministre des affaires étrangères, M<sup>me</sup> Holguín Cuéllar, et du Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, et nous remercions tant le Président sortant de la Commission de consolidation de la paix, l'Ambassadeur Gasana, que le Président en exercice, l'Ambassadeur Momen, de leur participation active aux fins de l'examen de cette question importante.

Nous partageons les vues exprimées par les orateurs précédents qui ont appelé à la cohérence dans la consolidation de la paix et dans l'acceptation de notre responsabilité commune de nous acquitter des engagements souscrits à l'appui des pays qui sortent d'un conflit. L'Arménie est attachée aux initiatives de paix d'après conflit et elle est convaincue que le Conseil de sécurité doit continuer de consolider l'état de droit tout en faisant avancer les initiatives de développement.

Cela est possible en appuyant les mécanismes de consolidation de la paix tels que la Commission de consolidation de la paix, qui aide les pays sortant d'un conflit dans leurs efforts de relèvement et de reconstruction visant à jeter les fondements d'une paix et d'un développement durables. Il est important que la Commission de consolidation de la paix ait assumé la tâche essentielle au maintien de la paix, qui consiste à définir des stratégies d'après conflit. Nous trouvons encourageant que le récent rapport (S/2012/70) mentionne des résultats prometteurs dans certains pays.

En ce qui concerne la relation entre la Commission de consolidation de la paix et le Conseil de sécurité, nous pensons que ces deux organes devraient travailler en

étroite collaboration, utilisant mutuellement leur savoir-faire et leur connaissance des particularités de la situation sur le terrain pour recenser clairement les priorités, afin de tirer parti le plus efficacement possible des ressources limitées affectées aux activités de consolidation de la paix. Pour que cette relation soit viable, les deux organes doivent s'efforcer d'être aussi souples que possible, répondant aux conséquences d'un conflit de manière opportune et efficace, étant donné que chaque conflit soulève des problèmes uniques et réclame des solutions spécifiques.

Même si des enseignements ont été tirés et différentes conceptions affinées alors que la communauté internationale est aux prises avec diverses méthodes de résolution des conflits, la tendance à une démarche hiérarchisée et directive persiste, aux dépens parfois du contexte particulier et des causes d'un conflit donné.

En même temps, nous pensons que nous n'avons pas encore utilisé une ressource essentielle qui pourrait nous rapprocher d'un développement économique durable, à savoir la création de débouchés au commerce, à l'investissement et en matière d'emploi, et partant, un engagement et des solutions sur le plan politique. On pourrait se demander pourquoi engager des efforts de consolidation de la paix dans une situation d'après-conflit alors que les négociations entre les parties sont en cours. Cependant, l'expérience internationale montre que la coopération et l'interaction économiques peuvent être de précieuses mesures de confiance menant souvent à la stabilisation politique.

Afin de parvenir à une plus grande cohérence dans la région et d'élargir la zone géographique de coopération, le Caucase du Sud attend une démarche et un appui coordonnés des différents programmes et initiatives régionaux parrainés par les pays et organisations bailleurs de fonds. En outre, les institutions financières internationales et les contributions du secteur privé devraient jouer un rôle décisif à cet égard.

Nous devons nous réorienter vers une telle approche et rester également activement engagés au niveau national en encourageant des processus politiques ouverts et comptables de leur action. La période suivant le conflit offre une chance de rétablir la sécurité, de répartir les dividendes de la paix, d'instaurer la confiance dans le processus politique et de renforcer l'appartenance nationale pour mener les efforts nécessaires de consolidation de la paix. C'est pourquoi l'Arménie salue l'initiative colombienne de convocation du présent débat public. C'est l'occasion de faire le point sur notre expérience et de mettre en exergue

les aspects prioritaires pour aider les pays à jeter les bases d'une paix et d'un développement durables.

**La Présidente** (*parle en espagnol*) : Je donne la parole au représentant de l'Indonésie.

**M. Khan** (Indonésie) (*parle en anglais*) : Madame la Présidente, je vous félicite d'avoir organisé cet important débat public sur le rapport de la Commission de consolidation de la paix (S/2012/70). Je remercie le Secrétaire général de ses observations. Ma délégation remercie également l'Ambassadeur Richard Gasana et l'Ambassadeur Momen, les Présidents précédent et en exercice de la Commission de consolidation de la paix, pour leurs interventions très utiles. De même nous remercions les autres intervenants de leurs exposés.

L'Indonésie s'associe à la déclaration faite par le représentant de la Tunisie au nom du groupe de travail du Mouvement des pays non alignés au sein de la Commission de consolidation de la paix.

Confrontés à de multiples défis, les pays sortant d'un conflit peuvent soit emprunter la voie de la reconstruction réussie et de la paix, soit retomber dans l'instabilité et la violence. Tout dépend en premier lieu de la qualité de la consolidation de la paix, dont le processus doit être décidé et piloté au niveau national. Cependant, cette qualité dépend également dans une grande mesure de l'appui d'une architecture internationale solide de consolidation de la paix.

C'est pourquoi l'Indonésie se félicite que, dans un délai relativement court, la Commission de consolidation de la paix, les formations pays et le Fonds pour la consolidation de la paix aient fait des progrès substantiels et affiché leur statut sur le plan international.

Comme il ressort du rapport de sa cinquième session, la Commission a mis particulièrement l'accent sur les six pays inscrits à son ordre du jour. Son approche exhaustive et son plaidoyer en faveur d'un plus grand nombre de parties prenantes ont accru son impact au niveau du pays. Ainsi, le rôle du Conseil de sécurité, en tant qu'organe de tutelle de la Commission de consolidation de la paix, est crucial. L'appui du Conseil et le recours au rôle consultatif de la Commission sont grandement bénéfiques. Nous nous félicitons que le Conseil associe de plus en plus les présidents des configurations de la Commission lorsqu'il examine la situation particulière d'un pays. L'engagement plus ferme du Conseil à l'égard des pays inscrits à l'ordre du jour de la Commission de consolidation de la paix ainsi qu'à l'égard d'autres pays dont il examine la situation d'après conflit sera également très utile.

Le travail en osmose avec la Commission de consolidation de la paix, le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale et le Conseil économique et social, dans le cadre de leur mandat respectif, pour encourager une paix mondiale durable et le bien-être est également très important. L'Indonésie y est pleinement favorable. Je voudrais maintenant faire quelques observations complémentaires.

Premièrement, l'appartenance nationale est essentielle. Pour l'encourager, il est primordial que les cadres d'engagement et que l'appui de la Commission et du Fonds pour la consolidation de la paix ainsi que des institutions financières internationales concordent avec les besoins et les priorités nationaux identifiés par les pays sortant d'un conflit.

Deuxièmement, l'expérience de la Commission de consolidation de la paix a permis de disposer de connaissances précieuses et de pistes dont, outre le Conseil de sécurité, l'architecture du maintien de la paix au sein de l'Organisation devrait s'inspirer davantage, surtout en ce qui concerne les tâches de consolidation de la paix menées en amont par les forces de maintien de la paix. Nous ne devrions pas hésiter à nous inspirer des avantages comparatifs des uns et des autres et une plus grande connexion devrait exister entre la Commission de consolidation de la paix, les institutions financières internationales et les autres acteurs pertinents en dehors de l'Organisation.

Troisièmement, dans l'examen des capacités civiles mondiales pour les pays sortant d'un conflit et ceux qui sont en transition, le rôle consultatif de la Commission de consolidation de la paix, avec la contribution concrète qu'il peut permettre d'apporter à l'amélioration de la façon dont le système des Nations Unies tire parti des capacités civiles et les soutient, est particulièrement important à cet égard. Nous espérons que la Commission participera activement à cet exercice.

Quatrièmement, l'Indonésie approuve l'accent mis sur la mobilisation des ressources et les partenariats, comme cela figure dans la feuille de route de la Commission en 2012. Dans ce contexte, le document final du groupe d'étude sur le rôle du secteur privé dans la consolidation de la paix après les conflits, dont l'Indonésie a eu le privilège d'être le facilitateur en 2008, fournit des recommandations très utiles. Nous avons maintes fois plaidé en faveur de la mise en œuvre et du suivi des nombreuses recommandations importantes qu'il contient. Nous apprécions vivement que le Bureau d'appui à la consolidation de la paix ait récemment présenté un document qui complète certaines

des recommandations du Groupe d'étude. Nous espérons que ces recommandations seront actualisées.

Cinquièmement, afin d'attirer l'attention internationale, de recueillir l'appui politique nécessaire, de diffuser les meilleures pratiques et d'établir des liens plus étroits entre les acteurs de New York et ceux du terrain, nous avons proposé que la Commission de consolidation de la paix tienne une session annuelle consacrée à ces thèmes. La session accueillera les participants concernés, gouvernementaux et non gouvernementaux, de tous les membres du Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix et des pays inscrits sur la liste de la Commission, ainsi que du système des Nations Unies, tels le Bureau d'appui à la consolidation de la paix, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Département des opérations de maintien de la paix, le Département de l'appui aux missions et le Département des affaires politiques.

Étant la troisième plus grande démocratie mondiale et ayant effectué sa propre transition vers un État démocratique fonctionnant bien, l'Indonésie porte témoignage des différents défis et possibilités d'édifier la paix. Étant donné que nous avons directement vu les fruits du développement de la capacité nationale, nous y adhérons fermement. L'Indonésie a réalisé de grandes réformes en de nombreux domaines, notamment en ce qui concerne la primauté du droit, l'ouverture des processus politiques, les élections, le développement des médias, la participation de la société civile, une bonne gouvernance et les droits de l'homme.

Nous ne demandons qu'à partager – comme nous l'avons d'ailleurs fait – notre expérience avec d'autres pays du Sud et tirer des enseignements de l'expérience des autres. Ainsi, une coopération régionale, Sud-Sud et triangulaire renforcée constitue une part essentielle des efforts de l'Indonésie pour appuyer le développement des capacités des pays touchés par un conflit et des pays actuellement en transition.

Pour terminer, l'Indonésie exprime sa ferme détermination de continuer à appuyer indéfectiblement la Commission de consolidation de la paix et à jouer son rôle aux fins d'une consolidation et d'un renforcement encore plus importants des réponses qu'elle apporte.

**La Présidente** (*parle en espagnol*) : Je donne la parole au représentant de la Norvège.

**M. Wetland** (Norvège) (*parle en anglais*) : La Commission de consolidation de la paix a été créée pour jouer un rôle fondamental en tant qu'organe

intergouvernemental pouvant engager la communauté mondiale à aider les États dans leur processus de consolidation de la paix. À cet égard, la Commission de consolidation de la paix a sans nul doute appelé l'attention de manière plus soutenue sur les pays inscrits à son ordre du jour, qui auraient pu, sans cela, facilement être occultés. Cependant, après quatre années de service à l'Organisation des Nations Unies, je suis surpris de constater qu'à chaque fois que je demande à mes collègues ce qui, à leur avis, est au cœur de la consolidation de la paix, les réponses divergent. Il est clair que la Commission de consolidation de la paix peine encore à définir son rôle. Nous devons en permanence nous demander comment faire pour que cet organe intergouvernemental puisse apporter de la valeur ajoutée, et pas uniquement des quantités de documents et de processus supplémentaires. Nous sommes collectivement responsables de relever ce défi.

L'une des recommandations fondamentales de l'examen du dispositif de consolidation de la paix des Nations Unies effectué en 2010 était d'améliorer l'interaction entre la Commission et les pays concernés, afin d'assurer un impact véritable sur le terrain. Selon nous, les formations pays pourraient travailler en premier lieu comme groupe d'appui aux représentants spéciaux du Secrétaire général et aux équipes de pays des Nations Unies, en évitant de devenir une strate administrative supplémentaire.

L'examen a également mis en exergue la nécessité d'une meilleure coopération entre la Commission de consolidation de la paix et d'autres acteurs, notamment le Conseil de sécurité. Quelques progrès ont été enregistrés, mais nous devons encore accélérer ce travail. Nous tenons également à évoquer la réunion tenue conjointement entre le Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix et le Conseil d'administration d'ONU-Femmes, dont l'une des conclusions a conduit à des débats spécifiques par pays sur les progrès et les défis de l'intégration des femmes aux processus de consolidation de la paix.

Nous apprécions à sa juste valeur l'ensemble du travail qui a été fait sur la mobilisation des ressources, en particulier dans les formations pays. La Norvège continuera d'allouer plus d'1 % de son revenu national brut à l'aide au développement, et ce, également comme une forme d'émulation et d'encouragement à l'intention des nouveaux partenaires et des puissances émergentes, afin qu'ils accroissent leur propre soutien. Le défi s'adresse également aux donateurs dont les résultats actuels sont insuffisants mais les capacités potentielles importantes.



Je tiens à souligner que nous sommes satisfaits de l'augmentation du nombre des donateurs au Fonds pour la consolidation de la paix.

L'accent qu'il met sur les pays échappant pour ainsi dire à l'attention des donateurs, sa rapidité, sa volonté de prendre des risques et son importante réserve de bailleurs de fonds constituent les principaux points forts du Fonds et sa valeur ajoutée. En outre, des progrès considérables ont été accomplis afin de faire du Fonds un mécanisme de financement efficace et responsable. Nous relevons qu'il devra faire davantage d'efforts pour atteindre le seuil souhaité de 15 % de fonds affectés aux projets en vue de répondre aux besoins spécifiques des femmes. Nous attendons avec impatience des progrès rapides dans ce domaine.

L'année dernière, la Norvège a versé une nouvelle contribution de 5 millions de dollars au Fonds pour l'année 2011. Je suis heureux d'annoncer officiellement que nous verserons la même somme pour 2012. Les améliorations apportées à la gestion du Fonds ont été importantes pour nous. Mais nous sommes également bien conscients de la nécessité, pour le Fonds, d'une prise de risque, si nous voulons nous concentrer sur les résultats et sur des mesures strictes contre la corruption. Le risque qu'il y a à ne pas s'engager dans les zones de conflit l'emporte largement sur la plupart des risques – si nous sommes sincères dans nos efforts – que comporte notre engagement collectif mais modeste.

**La Présidente** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Égypte.

**M. Khalil** (Égypte) (*parle en anglais*) : L'Égypte s'associe à la déclaration faite par le représentant de la Tunisie au nom du Mouvement des pays non alignés.

Je tiens également à remercier le Représentant permanent du Bangladesh et Président de la Commission de consolidation de la paix, S. E. M. Abulkalam Abdul Momen, ainsi que le Président sortant, l'Ambassadeur Eugène-Richard Gasana, de leurs déclarations.

Le dispositif de consolidation de la paix après les conflits de l'Organisation des Nations Unies réunit les différents acteurs des domaines de la sécurité et du développement autour de démarches communes, intégrées et synergiques en vue de la consolidation à long terme de la paix. Le caractère multiforme de la consolidation de la paix après un conflit entraîne certaines problématiques. Parmi les plus importantes, il y a, premièrement, la problématique du renforcement des capacités nationales des pays sortant d'un conflit, lesquels doivent être au

centre de tous les efforts que nous déployons en vue d'une paix durable et pour empêcher toute reprise du conflit. À cet égard, l'Égypte rappelle son initiative, tendant à créer un centre de l'Union africaine pour la reconstruction et le développement après les conflits.

Deuxièmement, la création d'un axe entre paix et développement, par le renforcement d'une culture de paix, est propice à la stabilité, qui est la pierre angulaire d'un développement économique durable.

Troisièmement, il y a la problématique d'une meilleure prise en main des programmes de consolidation de la paix au niveau national, afin qu'ils répondent bien aux besoins réels de chaque pays et, par suite, permettent une interaction harmonisée entre le Siège de l'ONU et les missions de consolidation de la paix sur le terrain.

L'un des aspects les plus importants, s'agissant de la Commission de consolidation de la paix, est l'intérêt croissant suscité par ses activités à l'Assemblée générale, au Conseil de sécurité et au Conseil économique et social. C'est une bonne occasion pour la Commission d'assurer la liaison entre les principaux organes des Nations Unies, les autres organismes du système des Nations Unies et les institutions financières internationales afin de mettre en place un mécanisme de mobilisation des ressources plus efficace, et ce dans le but de renforcer la Commission de consolidation de la paix et d'en rehausser le rôle dans la paix et le développement durables des pays inscrits à son ordre du jour.

Pour finir, je tiens à réitérer l'importance des enseignements tirés de l'expérience des pays qui sont inscrits à l'ordre du jour de la Commission. Ils constituent un atout inappréciable pour la Commission, qu'il convient de mettre à profit à l'avenir. Je tiens également à assurer le Conseil que l'Égypte reste prête à mettre son savoir-faire civil au service de la consolidation de la paix au lendemain d'un conflit, conformément à la résolution 66/255.

**La Présidente** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Nigéria.

**M. Okafor** (Nigéria) (*parle en anglais*) : Au nom de la délégation nigériane, je tiens à vous remercier, Madame la Présidente, d'avoir convoqué cette importante séance sur la consolidation de la paix après les conflits. Je voudrais également remercier de leurs déclarations le Représentant permanent du Bangladesh, l'Ambassadeur Abulkalam Abdul Momen, Président actuel de la Commission de consolidation de la paix, ainsi que le Représentant permanent du Rwanda et ancien Président de la Commission, l'Ambassadeur Eugène-Richard Gasana,

qui nous ont fait bénéficier de nouvelles perspectives sur les activités de la Commission de consolidation de la paix.

Ma délégation souhaite également saisir cette occasion pour remercier les présidents des différentes formations pays pour les efforts inlassables qu'ils ont déployés afin d'acheminer l'aide aux pays inscrits à l'ordre du jour de la Commission, et le Bureau d'appui à la consolidation de la paix pour le rôle absolument essentiel qu'il joue dans le succès des efforts mondiaux de consolidation de la paix.

Le Nigéria s'associe pleinement à la déclaration faite au nom du Mouvement des pays non alignés, mais tient néanmoins à souligner quelques points d'importance particulière pour ma délégation.

Le débat d'aujourd'hui est en effet l'occasion d'évaluer les progrès enregistrés et les obstacles rencontrés dans nos efforts collectifs en faveur de la paix et du développement socioéconomique des pays qui sortent d'un conflit. Bien avant la création de la Commission de consolidation de la paix, le Nigéria avait engagé des efforts dans le sens de la consolidation de la paix après les conflits dans différents pays d'Afrique, en particulier en Afrique de l'Ouest. Les enseignements tirés de cette expérience ont incité le Nigéria à organiser en juillet 2010 le débat public du Conseil de sécurité sur la diplomatie préventive (voir S/PV.6360), dans la crainte que l'échelle et l'ampleur atteintes par les formes de conflit contemporaines, ainsi que le risque toujours présent d'une reprise des conflits, ne viennent à bout de notre capacité collective d'y répondre efficacement.

Depuis six ans que la Commission de consolidation de la paix existe, la consolidation de la paix après les conflits demeure une mission fragile mais prometteuse. Les événements survenus récemment dans certains pays inscrits à l'ordre du jour de la Commission ont mis en lumière le fait que la consolidation de la paix exige une démarche plus intégrée conciliant processus politiques ouverts, sécurité, droits de l'homme, développement économique et état de droit.

Ma délégation tient également à souligner quatre défis majeurs qui entravent les efforts de consolidation de la paix.

Premièrement, notre engagement individuel et collectif dans les activités de la Commission de consolidation de la paix, notamment dans les formations pays, doit être axé sur le soutien et les résultats. Notre expérience à ce jour atteste que tant la participation aux

activités du mandat des formations que la volonté d'y contribuer sont davantage rhétoriques que réelles.

Deuxièmement, l'engagement des membres doit aller au-delà du simple témoignage d'intérêt. Il doit se traduire par leur volonté de partager les données d'expérience et d'apporter des contributions techniques et financières. Il y a trois jours, le Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix a examiné un document élaboré par le Bureau d'appui à la consolidation de la paix et portant sur la mobilisation des ressources en fonction des priorités de la consolidation de la paix. Ce document recense des mesures spécifiques que les présidents et les membres des formations pays peuvent prendre pour progresser dans leur travail sur la mobilisation des ressources. Il offre en matière de mobilisation des ressources une liste de 42 options différentes que la Commission pourrait mettre en œuvre dans le cadre de l'exécution de ce mandat critique. La Commission doit désormais se montrer à la hauteur de ce défi en se penchant sur les options pertinentes afin de progresser dans son travail sur la mobilisation des ressources pour les pays inscrits à son ordre du jour.

Troisièmement, on a beaucoup évoqué les attentes du Conseil de sécurité à l'égard de la Commission de consolidation de la paix. Le présent débat est donc l'occasion pour les membres du Conseil d'explicitement ces attentes et la manière dont ils pensent que la Commission doit les respecter, notamment en se réunissant périodiquement pour examiner les progrès réalisés dans ce domaine. Cela dit, nous reconnaissons que les résolutions fondatrices attribuaient trois tâches critiques à la Commission de consolidation de la paix : l'accompagnement politique, la sensibilisation et le soutien ; la mobilisation des ressources ; et l'amélioration de la coordination entre les différentes parties prenantes. Ces tâches sont claires mais les attentes autour de leur exécution doivent faire l'objet d'un dialogue permanent.

Quatrièmement, la consolidation de la paix tient fondamentalement au renforcement de la capacité du pays touché de relever seul tous les défis que présente la consolidation de la paix. Le rôle de la Commission de consolidation de la paix et du Conseil de sécurité est de veiller à ce que leur engagement auprès des pays inscrits à leur ordre du jour se traduise par l'amélioration de la capacité de ces pays de se charger seuls de la tâche de consolidation de la paix. Cela est conforme au principe d'appropriation nationale, qui est de plus en plus au cœur des débats sur la consolidation de la paix après les conflits.

En tant que membre du Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix, le Nigéria a

toujours à cœur d'appuyer les stratégies intégrées de consolidation de la paix de la Commission. Nous espérons ardemment que le présent débat nous donnera de nouvelles pistes et un nouvel élan pour améliorer nos activités de consolidation de la paix après les conflits. Nous sommes également résolus à travailler de concert avec les autres parties prenantes pour veiller à ce que cet impact soit concrètement ressenti.

**La Présidente** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Soudan du Sud.

**M. Nazario** (Soudan du Sud) (*parle en anglais*) : Je remercie la Colombie d'avoir convoqué le présent débat public sur la consolidation de la paix après les conflits. Je voudrais également remercier le Président sortant et le Président actuel de la Commission de consolidation de la paix de leurs déclarations, ainsi que le représentant de la Banque mondiale pour sa précieuse contribution de ce matin.

La République du Soudan du Sud apprécie cette occasion qui lui est donnée de présenter ses vues au Conseil de sécurité sur la question de la consolidation de la paix, qui est, par essence, ce que nous, en tant que jeune nation, tentons actuellement de réaliser. Nous avons beaucoup à apprendre de ce type de débats, car l'expérience d'autres pays peut nous aider à progresser dans nos propres objectifs de développement.

Les membres du Conseil le savent, la République du Soudan du Sud vient de fêter son premier anniversaire le 9 juillet. L'attendent encore les difficiles négociations en cours avec la République du Soudan sur la démarcation de la frontière et le statut final de plusieurs régions contestées. Le Soudan du Sud a également connu des épisodes de conflit intra-tribal, aux racines profondément ancrées dans l'histoire et qui répondent en partie également à des motivations politiques. Ces deux éléments sont des facteurs de fragilité pour notre jeune nation.

Le premier objectif de mon gouvernement est d'établir une paix durable afin que toute la population du Soudan du Sud puisse vivre une vie digne. Pour y parvenir, nous devons conclure nos négociations avec notre voisin, la République du Soudan, de façon à garantir un accord durable. Nous devons également renforcer la capacité de nos institutions de fournir des services, de respecter les droits et privilèges de notre population, de fournir une protection à tous les civils et de refermer les plaies nationales.

Nous nous félicitons de la récente décision prise par le Conseil de sécurité de renouveler le mandat de la

Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) et nous nous réjouissons en particulier de l'appui accordé par la MINUSS au renforcement de nos institutions.

Dans des situations aussi complexes que celle dans laquelle se trouve le Soudan du Sud, la difficulté est toujours d'identifier les priorités, de coordonner les tâches nécessaires et de répartir les ressources en conséquence. Nous attendons avec intérêt de poursuivre notre partenariat avec l'ONU et avec d'autres partenaires humanitaires et de développement dans cet important effort d'établissement des priorités et de coordination.

À cet égard, nous saluons l'appel lancé par le Conseil dans sa résolution 2057 (2012) en faveur d'une démarche concertée entre la Mission des Nations Unies, l'équipe de pays des Nations Unies, les organes des Nations Unies et les donateurs multilatéraux et bilatéraux, à l'appui de stratégies nationales d'édification de l'État et de consolidation de la paix. Nous nous réjouissons à la perspective d'œuvrer, en partenariat avec l'ONU, les institutions financières internationales et les donateurs bilatéraux, à l'édification de nos institutions, au renforcement de l'état de droit et au plein respect des droits de l'homme de tous les Soudanais du Sud, conformément aux priorités de notre pays en matière de développement, telles qu'énoncées dans le Plan de développement du Soudan du Sud. En outre, nous accueillerions favorablement un dialogue avec la Commission de consolidation de la paix sur ces défis de coordination complexes, afin de déterminer s'il convient de resserrer encore la coordination de nos efforts globaux et étroitement imbriqués en la matière.

Le Gouvernement de la République du Soudan du Sud estime qu'il est important de réaffirmer que la décision d'arrêter la production de pétrole a été prise dans la pleine conscience de ses responsabilités vis-à-vis du peuple du Soudan du Sud. Compte tenu des preuves dont nous disposons d'interceptions illégales de cargaisons de pétrole du Soudan du Sud, et du fait que le paiement de sommes remontant à juillet 2011 avait été suspendu, cet arrêt temporaire de la production s'est avéré nécessaire, malgré les sacrifices qu'il a entraînés, pour permettre sur le long terme au peuple du Soudan du Sud d'avoir gain de cause. Nous fonctionnons actuellement sur un budget d'austérité en raison de la perte de nos recettes pétrolières et nous étudions d'autres mécanismes pour diversifier notre économie. Cela pourrait prendre un certain temps mais nous restons foncièrement déterminés à parvenir à une croissance économique durable pour notre population, dans le but de consolider la paix.

Dans le cadre de notre effort de réforme du secteur de la sécurité, nous mettons tout particulièrement l'accent sur la professionnalisation de la police, du système pénitentiaire et du système judiciaire, ainsi que sur l'amélioration de l'accès aux services juridiques. La République du Soudan du Sud est déterminée à mettre en place des institutions saines, un État de droit et un système de gouvernance multipartite démocratique.

Le Gouvernement de la République du Soudan du Sud estime par ailleurs qu'aucun conflit ne pourra être réglé sans processus inclusif, et nous ne contestons pas qu'il reste encore beaucoup à faire. Ce n'est qu'en associant à notre action toutes les catégories de la société et leur contribution conjointe à notre objectif commun que nous pourrions instaurer la paix. Nous nous réjouissons à la perspective de continuer à travailler ensemble avec nos nombreux partenaires et amis à la concrétisation de cette vision.

**La Présidente** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Népal.

**M. Acharya** (Népal) (*parle en anglais*) : Madame la Présidente, je voudrais d'abord vous remercier d'avoir organisé le présent débat public et de présider cette séance consacrée à l'importante question de la consolidation de la paix après les conflits. Cela témoigne de la fermeté de votre soutien à cette cause.

Je remercie l'Ambassadeur rwandais, M. Gasana, ancien Président de la Commission de consolidation de la paix, et son Président en exercice, l'Ambassadeur bangladais, M. Momen, de leur présentation du rapport (S/2012/70) et de leurs précieuses déclarations.

La consolidation de la paix est aujourd'hui au cœur des débats parce que la situation de la paix et de la sécurité mondiale évolue.

L'ONU a le devoir d'agir rapidement et avec efficacité pour aider les pays sortant d'un conflit à faire en sorte que la paix, le développement et la défense des droits de l'homme soient garantis sur le long terme, et elle a la possibilité de le faire. Cela n'est possible que si nous accordons la priorité voulue à ces questions sur lesquelles nous devons appeler une attention particulière et coordonnée, et si nous renforçons notre appui de manière soutenue. Nous savons tous que la Commission de consolidation de la paix a été créée en 2005 pour faire face à de telles situations et répondre aux besoins des pays concernés en coordonnant davantage les efforts.

Aussi fragile une situation soit-elle, il est très important que nous renforçons et encourageons le la direction nationale des opérations et l'appropriation dans ces pays. La paix ne peut être durable que si elle est consolidée et renforcée. Au lendemain des conflits, les destructions sont généralisées et les frustrations omniprésentes. Les ressources disponibles sont maigres et les institutions ne peuvent pas fonctionner ou sont faibles. C'est dans ce contexte que les activités liées à la consolidation de la paix doivent appuyer les processus politiques, l'état de droit et la justice, et la fourniture de services de base et la revitalisation économique, simultanément et de manière très cohérente. L'approche classique ne permet pas d'obtenir de bons résultats dans ce domaine.

C'est dans ce contexte précis que, en tant que représentant d'un pays appuyant la Commission de consolidation de la paix, je voudrais m'arrêter brièvement sur les questions posées de manière très pertinente dans le document de réflexion dont le Conseil est saisi (S/2012/511, annexe).

La Commission de consolidation de la paix est unique en son genre, de par sa composition et son mandat. Sa force tient au fait qu'il s'agit d'un organe intergouvernemental chargé d'assurer l'application de méthodes coordonnées, cohérentes et intégrées aux activités de consolidation de la paix après les conflits dans les pays inscrits à son ordre du jour. Bien que les stratégies de consolidation de la paix évoluent constamment en fonction des conditions spécifiques sur le terrain, nous n'exploitons toujours pas pleinement leur potentiel pour mener efficacement des activités de consolidation de la paix. La valeur ajoutée de la Commission de consolidation de la paix est d'assurer une attention et un appui politiques sur le long terme et la coordination et la cohérence des efforts de toutes les parties prenantes autour de la stratégie de consolidation de la paix élaborée, maîtrisée et mise en œuvre par les autorités nationales. De même, la Commission devrait tenir des consultations plus vastes et plus poussées avec les organisations régionales et sous-régionales.

Le Conseil de sécurité doit systématiser et institutionnaliser les consultations avec la Commission de consolidation de la paix sur les questions de fond relevant des pays inscrits à son ordre du jour. Renforcer l'efficacité et la solidité de la coordination, de la cohérence et de la collaboration sur le terrain, entre les organismes des Nations Unies et d'autres organisations régionales et internationales, c'est notre vœu à tous. De même, il doit



y avoir une synergie, et une cohérence analogue, entre les activités au niveau du Siège.

S'agissant des outils politiques et structurels de la Commission, le Comité d'organisation et les formations pays ne ménagent aucun effort pour susciter une plus grande attention et assurer une plus grande cohérence entre tous les acteurs, tant au Siège que sur le terrain. Mais il reste encore beaucoup à faire. Le Comité d'organisation pourrait être plus actif et dynamique si des réunions régulières et structurées étaient organisées avec d'autres organes de l'ONU et les institutions de Bretton Woods, y compris d'autres parties intéressées, au niveau du Siège, pour mobiliser un appui politique et financier. Les présidents des formations pays doivent être pleinement appuyés par le Comité d'organisation, le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale, par la tenue de consultations officielles, en vue de tirer parti de leur expérience directe du règlement de problèmes liés à la consolidation de la paix, acquise sur le terrain. Une synergie entre la Commission et le Fonds pour la consolidation de la paix est absolument indispensable pour utiliser le Fonds avec efficacité. Le Groupe de travail sur les enseignements de l'expérience doit également être pleinement mis à profit pour étudier les meilleures pratiques sur le terrain et partager et adopter les pratiques qui se sont avérées efficaces, partout où cela est possible, afin de mener à bien les activités de consolidation de la paix. Nous devons combler l'écart entre les attentes et les résultats sur le terrain.

S'agissant de ce que les États Membres peuvent faire pour donner à la Commission les moyens de son action, c'est en effet à nous, les États Membres, qu'il incombe de faire de la Commission un mécanisme institutionnel et intergouvernemental efficace pour fournir un appui soutenu à la consolidation de la paix. Un engagement plus important est essentiel. Plusieurs études soulignent que la mise à disposition rapide et régulière des ressources suffisantes voulues aux fins d'activités bien ciblées est essentielle au succès des efforts de consolidation de la paix. En outre, les informations remontées du travail de terrain nous disent que, pour accroître son influence sur place, la Commission doit bénéficier d'un appui énergique afin de susciter un intérêt plus grand et plus soutenu dans les pays inscrits à son ordre du jour. Et obtenir des résultats sur le terrain, c'est bien notre vœu à tous.

Les États Membres doivent faire montre de leur volonté renouvelée d'appuyer le travail de la Commission de consolidation de la paix en mettant à disposition les ressources financières nécessaires à la prise en main de la stratégie de consolidation de la paix par les autorités

nationales. La Commission doit également jouer un rôle de catalyseur en fournissant du personnel civil spécialisé dans les domaines de la planification économique, de la réforme judiciaire, de la santé, de l'éducation et de la revitalisation économique, y compris la mise en place d'infrastructures, en fonction des besoins spécifiques du pays inscrit à l'ordre du jour de la Commission. Ces investissements seront largement rentabilisés, sous la forme de la stabilité politique du pays et de sa prospérité économique, autant de fondements très solides à la paix et à la sécurité régionales et internationales.

**La Présidente** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Argentine.

**M. Estreme** (Argentine) (*parle en espagnol*) : Madame la Présidente, je tiens en premier lieu à vous féliciter de l'accession de la Colombie à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois, et à vous remercier d'avoir convoqué le présent débat public.

Dans le cadre de leur responsabilité au titre du maintien de la paix et de la sécurité internationales, l'ONU, et le Conseil de sécurité en particulier, ont un rôle moteur à jouer dans la phase de l'organisation de l'appui aux pays sortant d'un conflit, en vue d'instaurer une paix durable et de jeter les bases d'un développement viable. Il ne paraît pas exagéré d'affirmer que cela constitue l'un des principaux défis que doivent relever actuellement la communauté internationale et l'Organisation.

Comme l'a souligné le Secrétaire général dans son rapport de 2010 sur l'examen du dispositif de consolidation de la paix de l'ONU (S/2010/393, annexe), pour pouvoir offrir une réponse efficace, l'Organisation doit élaborer une stratégie générale et coordonnée fondée sur les priorités identifiées par les autorités locales et assortie d'objectifs et d'un calendrier précis. Cette tâche nécessite le développement d'activités d'aide humanitaire, d'activités politiques, de sécurité, de rétablissement de l'état de droit, de promotion du développement et de protection et de défense des droits de l'homme. La tâche qui nous attend est des plus vastes.

Dans l'analyse de la question qui nous occupe, je voudrais mettre l'accent sur trois aspects principaux. Premièrement, mon pays reste convaincu que la consolidation de la paix est avant tout une tâche et une responsabilité nationales. Il est évident que la diminution ou la destruction des capacités locales, après un conflit, rendent nécessaire un appui de la communauté internationale. Les organisations internationales, régionales, sous-régionales et non gouvernementales ont

un rôle central à jouer dans le développement de capacités institutionnelles, mais toujours accompagnées, tout au long du processus de reconstruction, par les autorités locales, et sur les orientations et les priorités définies par elles. Cela permet d'assurer une action consensuelle et de s'attaquer ainsi aux causes profondes d'un conflit de manière plus efficace et plus légitime. À cet égard, nous nous félicitons que le renforcement des capacités nationales soit une des priorités des travaux de la Commission, comme il apparaît dans le rapport de la Commission sur les travaux de sa cinquième session, publié en janvier (S/2012/70).

Deuxièmement, nous insistons sur le fait que l'ONU doit tenir le rôle de coordonnateur de toutes les activités de consolidation de la paix liées à l'aide internationale. Nous comprenons que ce rôle n'a pas toujours été assumé dans sa totalité, bien qu'il soit indispensable pour le succès des efforts aussi bien de maintien que de consolidation de la paix. Comme ma délégation l'a indiqué à différentes occasions au Conseil, notamment au sujet de la situation en Haïti, l'ONU doit concentrer en son sein la coordination des efforts internationaux de consolidation de la paix, en mettant tout particulièrement l'accent sur les priorités définies par les autorités du pays bénéficiaire, dans le but de réduire, de manière organisée et progressive, la présence de la communauté internationale jusqu'à ce qu'elle ne soit plus nécessaire. C'est à l'aune de la capacité institutionnelle des autorités locales d'assumer leurs responsabilités que l'on jugera du succès du travail de l'Organisation.

Troisièmement, je voudrais souligner le rôle fondamental des organisations régionales et sous-régionales, conformément au Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, et la nécessité de renforcer les capacités des systèmes régionaux à l'appui des pays devant se relever ou se reconstruire après un conflit. Dans ce contexte, le rôle de l'ONU n'est pas moindre compte tenu de la position privilégiée qui est la sienne en matière de mobilisation des ressources financières, techniques ou politiques pour les activités de consolidation de la paix et elle doit créer des synergies avec les acteurs régionaux et d'autres acteurs internationaux, en s'assurant que tous ces efforts servent l'objectif de renforcement des institutions et correspondent aux priorités du pays concerné.

Pour terminer, l'Argentine est convaincue de la responsabilité primordiale qu'ont les Nations Unies d'appuyer les pays qui s'élèvent d'un conflit, en collaboration avec les autorités locales, les organisations régionales et autres acteurs, pour mener à bien la reconstruction, renforcer les institutions et détourner l'éventualité d'une rechute dans le conflit. Comme le relève le document de

réflexion présenté par la délégation colombienne aux fins du présent débat (S/2012/511, annexe), il ne fait aucun doute que c'est dans l'accompagnement politique, la mobilisation des ressources et le renforcement de la cohérence que réside la valeur ajoutée de l'Organisation.

**La Présidente** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Soudan.

**M. Osman** (Soudan) (*parle en arabe*) : Tout d'abord, je félicite la délégation colombienne d'assumer la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois.

La consolidation de la paix dans les pays sortant d'un conflit est la seule garantie qu'ils ont de ne pas retomber dans le conflit. Au cours de ces dernières années, il y a eu de nombreux exemples de pays à peine sortis du conflit et de la guerre qui sont retombés encore une fois dans un nouveau conflit et ce pour diverses raisons, la plus importante étant la faiblesse de jugement et l'absence de bonne gouvernance propre à un État moderne. À cet égard, nous citerons les deux plans d'action élaborés par le Secrétariat général à partir du rapport du Secrétaire général de 2009 sur la question et son rapport de 2010.

Aujourd'hui, deux années après la publication du dernier rapport du Secrétaire général (S/2010/386) sur la question, nous nous efforçons toujours d'adopter une approche stratégique et intégrée entre les Nations Unies et ses missions de maintien de la paix dans les pays sortant d'un conflit, ses bureaux de pays, les gouvernements locaux concernés et les institutions financières internationales, de manière à répondre aux besoins pressants de la phase qui suit directement la fin du conflit, comme l'appui rapide aux renforcement des capacités et des institutions, le désarmement, la démobilisation et la réintégration, le retour volontaire des réfugiés et des personnes déplacées et les opérations de déminage.

À cet égard, la délégation du Soudan se félicite de la participation au présent débat de représentants de la Banque mondiale et de la Banque islamique de développement.

Le tout dernier rapport du Secrétaire général a fait ressortir deux nouvelles priorités dans le domaine de la consolidation de la paix après un conflit, à savoir la criminalité nationale et transnationale organisée, notamment le trafic de drogues, et les différends concernant les ressources naturelles, qui constituent malheureusement une des principales causes de rechute dans le conflit, loin d'être un des piliers de la paix et du développement dans les pays sortant d'un conflit. À cet égard, nous rappelons la table ronde organisée par le Fonds pour la consolidation de la paix le 22 novembre 2011, à laquelle ont pris part

les représentants de certains pays sortant d'un conflit aux côtés de représentants du secteur privé, en particulier l'industrie minière, d'organisations non gouvernementales et d'experts internationaux. Cette réunion a mis l'accent sur l'émergence des deux priorités susmentionnées en tant que défis rencontrés par de nombreux pays sortant d'un conflit.

Outre les deux priorités citées dans le rapport du Secrétaire général comme faisant peser une menace sur la paix, ma délégation ajoute un autre facteur, à savoir les malversations financières, dont souffrent certains pays sortant d'un conflit et qui constituent une atteinte à la paix, provoquent le retour à l'instabilité et sont source de souffrances pour la population de ces pays. De plus, ce dont ont besoin les pays sortant d'un conflit, c'est d'une prise de décision politique avisée. Car il est inacceptable qu'un État prenne des décisions qui aggravent les souffrances de son peuple pour la seule raison qu'il ne veut pas se conformer aux normes internationales régissant les relations économiques.

Nous insistons sur l'importance du rôle joué par la Commission pour la consolidation de la paix, et nous rappelons au Conseil que la création de cette Commission, venue après d'âpres et longues négociations au cours du Sommet de 2005 consacré au suivi de la réalisation des objectifs du Millénaire, représente une importante réalisation qui a raccourci le chemin vers le rétablissement de la paix sur le terrain par le biais de programmes à court et long terme visant à répondre rapidement aux besoins d'après-conflit. Nous faisons aussi allusion au lien étroit qui existe entre paix et développement, en tant que deux éléments essentiels se complétant l'un l'autre.

L'appropriation nationale et la souveraineté des États comptent parmi les aspects importants dont il convient de tenir compte dans la mise en œuvre des programmes et projets durant la phase d'après-conflit. Il convient aussi de tenir compte de l'importance du rôle des organisations internationales, tel le rôle central joué par l'Union africaine au Soudan et dans d'autres pays africains.

Dans ce contexte, je voudrais dire que mon pays, le Soudan, s'emploiera avec tout ce qu'il possède d'expérience dans le domaine de la gestion de l'État, à trouver des solutions positives dans les négociations en cours à Addis-Abeba entre le Gouvernement du Soudan et l'État du Soudan du Sud. À cet égard, j'aimerais rappeler à votre auguste Conseil que le Gouvernement du Soudan, attaché à la consolidation de la paix dans l'État du Soudan du Sud récemment créé, a autorisé l'État du Soudan du Sud à acheminer son pétrole à travers le territoire soudanais, en

utilisant ses installations, ses filières d'approvisionnement et ses ports durant toute une année et ce sans percevoir un seul dollar en échange. C'est lorsque l'État du Soudan du Sud a refusé de répondre aux demandes de versement des commissions internationalement convenues que nous avons été amenés à prendre une décision qui préserve la souveraineté de notre territoire et qui empêche le gaspillage de nos ressources.

Pour ce qui est du Soudan, de même que nous avons joué un rôle louable dans la mise en œuvre de l'Accord de paix global avec l'État du Soudan du Sud, notre expérience de la consolidation de la paix nous a grandement aidés, je tiens à le dire, pour mettre en œuvre le Document de Doha pour la paix au Darfour, une fois que l'Autorité régionale pour le Darfour, qui a été créée par ce Document, est entrée en fonction. Cela nous a permis de passer à la phase de consolidation de la paix. Maintenant que les rapatriements volontaires ont été instaurés sur tout le territoire, il appartient à la communauté internationale, aux institutions spécialisées de l'ONU et à l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour de coordonner les activités avec l'Autorité régionale pour pouvoir faire appel au maximum de ressources et de capacités possibles afin d'appuyer les programmes de consolidation de la paix au Darfour et d'assurer la stabilité de la région. Nous appelons également le Conseil de sécurité à prendre les mesures qui s'imposent à l'égard de ceux qui rejettent la paix et continuent de faire obstacle à la paix et à la sécurité au Darfour, avec l'appui de certains États voisins, qui ont eux-mêmes besoin de stabilité encore plus que les autres, afin de répondre aux besoins de leurs peuples.

Pour terminer, il ne sera pas possible de relever les défis de la consolidation de la paix si les donateurs et les institutions financières internationales, en particulier la Banque mondiale et d'autres partenaires multilatéraux, n'apportent pas leur appui au développement durable du pays. C'est d'autant plus vrai que l'expérience montre – je veux parler notamment de la conférence des donateurs d'Oslo qui a suivi la signature de l'Accord de paix global de 2005 portant sur le Soudan du Sud – que les engagements que prennent les donateurs pendant les phases de conflit et de rétablissement de la paix sont en général très prometteurs; malheureusement, dans notre cas, une fois que la guerre a été finie et que la mise en œuvre de l'Accord de paix et de son programme a commencé, la réponse réelle reçue des donateurs par rapport à leurs engagements n'a pas été à la hauteur des attentes, quand elle n'a pas été, parfois, totalement inexistante.

Je tiens également à rappeler l'importance d'une diversification des sources de financement du Fonds pour la consolidation de la paix, qui doivent lui permettre de répondre immédiatement aux besoins urgents qui ne sauraient attendre.

**La Présidente** (*parle en espagnol*) : Il n'y a pas d'autre orateur inscrit sur ma liste. Le Conseil de sécurité a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

*La séance est levée à 18 h 15.*